

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS

Une 4^e édition couronnée de succès

La 4^e édition de la Conférence africaine des start-up, qui s'est clôturée lundi soir, a été couronnée de succès. Les participants à cette conférence, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont salué les résultats de cette rencontre continentale, axés principalement sur l'amélioration des cadres réglementaires et la mise à disposition des financements nécessaires pour accompagner au mieux les start-up et les projets innovants en Afrique. P 3



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, MODERNISATION AGRICOLE ET GESTION DU FONCIER

Les priorités du ministère de l'Agriculture

Le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger, est revenu longuement sur les grands chantiers engagés dans le secteur agricole : sécurité alimentaire, relance des filières stratégiques, numérisation, gestion du foncier et modernisation de la production. Autant de priorités fixées par le président de la République et que le secteur s'efforce aujourd'hui de concrétiser.

P 2

ANEM

86 % des demandeurs d'emploi ont moins de 35 ans

À l'heure où l'Algérie s'apprête à réviser en profondeur la loi 04-19 sur le placement et le contrôle de l'emploi, l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) s'impose plus que jamais comme un acteur central de la régulation du marché du travail. Avec une capacité dépassant désormais les 400 000 placements par an, contre 250 000 avant 2020, elle devient la pierre angulaire d'un système en pleine mutation, porté par la modernisation numérique, de nouvelles approches d'insertion et une stratégie nationale tournée vers l'anticipation des mutations technologiques et démographiques.

P 5

NESDA

Près de 3 500 projets financés en 2025

En 2025, l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) confirme son rôle central dans le soutien à la création et au développement des entreprises en Algérie. Selon Bilal Achacha, directeur général de l'agence, près de 3 500 projets ont été financés cette année, contribuant à la création d'autant d'entreprises et à la génération de milliers de postes d'emploi, consolidant ainsi le tissu économique national.

P 5

ECOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE D'ORAN

Trois projets primés lors du 15e Salon de l'innovation P 2

TOURISME

Près de 5.600 agences touristiques agréées à l'été 2025 P 3

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

Le SG de l'UGTA appelle les travailleurs à relever le défi P 5

ECOLE NATIONALE
POLYTECHNIQUE D'ORAN
**Trois projets primés
lors du 15e Salon de
l'innovation**

Par R. E.

La 15e édition du Salon de l'innovation, organisée à l'Ecole nationale polytechnique d'Oran (ENPO), s'est clôturée, mardi, par la remise des prix aux lauréats des meilleurs projets innovants, sélectionnés parmi 117 projets en lice. La première place est revenue à l'Entreprise Industrielle Algérienne de Transport (SITAL) pour son projet intitulé " Banc de test de rotation pompe-bougie Tramway ", une innovation à forte portée industrielle visant l'optimisation de la maintenance des cabines du tramway. La deuxième place a été attribuée au Centre de Recherche en Technologie des Semi-conducteurs pour l'Energétique (CRTSE) pour son projet " Dispositif de régénération des performances des cellules solaires au silicium par injection de courant électrique ", destiné à améliorer les performances des technologies photovoltaïques. Quant à la troisième place, elle a été décrochée par l'inventeur indépendant Zerouali Djilali pour son projet " Fabrication d'une chaise médicale sportive électronique pour patient paralysé, spécialisée dans le massage physique pour la rééducation ", une innovation à vocation médico-technique. Par ailleurs, le Prix d'encouragement a été attribué à l'Université Mohamed-Boudiaf de M'sila pour son projet " Système et procédé de production d'engrais organique à partir de déchets organiques domestiques, animaux et végétaux ", valorisant l'économie circulaire et la protection de l'environnement. Le 15e Salon de l'innovation, s'est déroulé sur trois jours, avec la participation de 150 exposants, dont 117 projets en lice pour le concours du meilleur projet innovant. Un programme d'atelier de formation a été organisé en marge du Salon, avec des thématiques en mesure d'appuyer les porteurs de projets, pour le dépôt de brevet de propriété industrielle notamment.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, MODERNISATION AGRICOLE ET GESTION DU FONCIER

Les priorités du ministère de l'Agriculture

Le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger, est revenu longuement sur les grands chantiers engagés dans le secteur agricole : sécurité alimentaire, relance des filières stratégiques, numérisation, gestion du foncier et modernisation de la production. Autant de priorités fixées par le président de la République et que le secteur s'efforce aujourd'hui de concrétiser.

Par Réda Hadi

Pour Ibrahim Djeribia qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio « Chaîne III », la sécurité alimentaire demeure « le dossier majeur auquel le Président de la République accorde une attention constante ». Il a rappelé que l'Algérie couvre aujourd'hui plus de 75 % de ses besoins alimentaires, grâce à une production agricole abondante, notamment dans les filières des agrumes et du maraîchage. L'intervenant a souligné toutefois que trois filières restent hautement stratégiques et nécessitent un effort soutenu, à savoir, les filières des céréales, celles du lait, et la viande rouge. Concernant les céréales, l'objectif national demeure ambitieux : atteindre entre 70 et 80 millions de quintaux pour couvrir une demande estimée à 9 millions de tonnes. L'Algérie ne dépend plus de l'importation de semences céréalières depuis plus de 30 ans, grâce au travail des ingénieurs de l'Institut des grandes cultures, un acquis majeur pour la souveraineté alimentaire. La question de l'eau reste cependant déterminante, particulièrement pour la céréaliculture pluviale. C'est pourquoi une partie de la stratégie nationale repose sur le développement agricole au Sud, où les réserves souterraines sont très importantes. Le président de la Chambre d'agriculture a évoqué plusieurs projets d'envergure destinés à renforcer la production nationale. Parmi

eux, le programme "Baladna" avec le Qatar, présenté comme « l'un des projets du siècle », qui porte à la fois sur la production de céréales, de viande et de lait. Autre initiative stratégique : le partenariat algéro-italien à Timimoun, portant sur 36 000 hectares dédiés à la culture céréalière et à l'industrie des pâtes. Ces projets confirment, selon lui, « une dynamique nouvelle et solide » dans la politique partenariale du secteur agricole. Pourtant il soulève que la filière laitière reste fragile, « encore fortement dépendante des importations ». Le programme Qatar-Algérie devrait contribuer à réduire, à moyen terme, la facture en devises liée à la poudre de lait. La filière viande est elle aussi confrontée à plusieurs difficultés, notamment la flambée et la spéculation sur les aliments du bétail. Un nouveau dispositif a été mis en place afin d'identifier précisément les éleveurs et les quantités d'aliments à distribuer, une étape essentielle, selon Djeribia, pour stabiliser les prix et sécuriser la production. Reste a-t-il encore estimé que la numérisation, fortement encouragée par le Président de la République, constitue l'un des chantiers les plus avancés au sein des chambres d'agriculture. Depuis 2023, les 58 chambres de wilaya ont engagé un recensement complet des agriculteurs, des productions et des potentialités locales. La plateforme nationale "Warfati" attribue désormais à chaque agriculteur un numéro

d'identification unique, et une carte d'agriculteur dotée d'un code QR est en préparation. Elle permettra de simplifier les démarches administratives, les contrôles et l'accès aux banques. Selon Djeribia, la numérisation permettra aussi de corriger les chiffres erronés du passé : « On parlait autrefois de 26 à 28 millions de têtes ovines ; les données actualisées montrent qu'il s'agit en réalité d'environ 18 millions ». Concernant le dossier du foncier agricole, pour lui, la régularisation constitue un enjeu central. Le Président de la République a instruit les autorités d'accélérer le règlement définitif de ce dossier avant 2025. Les wilayas travaillent à la récupération des terres non exploitées, au partenariat entre exploitants et à la mise en place de garanties pour protéger le foncier productif. Djeribia souligne la nécessité d'une numérisation complète du foncier et d'une délivrance accélérée des titres de concession, encore freinée par des lenteurs administratives. Tous ces résultats aussi positifs soient ils, dépendent d'un accompagnement, et de citer la modernisation de l'agriculture qui s'accompagne de la création d'un Conseil scientifique, composé de 34 membres. Le président de la Chambre d'agriculture plaide toutefois pour son élargissement aux professionnels du terrain : agriculteurs, chambres d'agriculture, opérateurs privés. « La recherche n'a de sens que si elle répond aux besoins du terrain et aux priorités du gouvernement », insiste-t-il

TLEMCCEN

Lancement de la 3^e édition de la Semaine de l'Entrepreneuriat vert

Par R. E.

La troisième édition de la Semaine de l'entrepreneuriat vert a été lancée, mardi au Palais de la culture "Abdelkrim Dali" de Tlemcen. La manifestation est organisée par l'Agence nationale des déchets (AND), en coordination avec les services de la wilaya et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, indique-t-on. La cérémonie d'ouverture de cet événement, placé sous le slogan "l'entrepreneuriat vert, un levier pour un développement local durable", a été marquée par l'organisation d'une exposition dédiée aux micro-entreprises activant dans le recyclage des déchets et les énergies renouvelables, ainsi que la présentation de deux interventions, à savoir "La nouvelle loi 25-02 et la stratégie nationale de gestion intégrée des dé-

chets", "l'entrepreneuriat vert: créer des opportunités durables pour les jeunes et les femmes", animées par des représentants de l'Agence nationale des déchets et du PNUD en Algérie. La directrice générale de l'Agence nationale des déchets, Fatma-Zohra Barsa, a souligné que le renforcement de l'économie circulaire et la promotion de l'investissement dans la valorisation des déchets constituent "l'un des secteurs les plus prometteurs, capables de créer de la richesse, d'offrir des emplois et d'attirer des idées innovantes susceptibles de transformer les défis environnementaux en véritables opportunités de croissance". Elle a mis en avant le rôle de l'Agence, engagée comme "partenaire actif" à travers la sensibilisation environnementale, l'accompagnement des jeunes, l'amélioration du cadre réglementaire et la création de passerelles de coopération entre les acteurs

concernés. Mme Barsa a ajouté que cette manifestation, qui vient couronner le succès des deux éditions précédentes tenues à Sétif et Ghardaïa, constituera une plateforme nationale pionnière permettant aux jeunes de découvrir de nouvelles opportunités, d'échanger avec des experts et de bénéficier de retours d'expérience ayant permis à certains porteurs de projets de transformer de petites initiatives en entreprises performantes. De son côté, le représentant du PNUD en Algérie, Riadh Bendjemadi, a indiqué que "l'Algérie connaît une accélération notable de sa transition vers l'économie verte", mettant en avant les avancées réalisées récemment, dont l'adhésion au Global Green Growth Institute, le renforcement du système national de transparence climatique, la montée des ambitions dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, les progrès réalisés en matière de gestion intégrée

des déchets et la relance de l'initiative du barrage vert. Il a, à cet égard, réaffirmé l'engagement du PNUD à accompagner cette dynamique. Le programme de cette édition, qui s'étale sur trois jours, comprend des ateliers, des conférences scientifiques, des sessions de formation sur diverses thématiques liées à l'entrepreneuriat vert, ainsi que le lancement du Green Entrepreneurship Challenge avec la participation de porteurs de projets et de startups dans le domaine. L'objectif de la manifestation est d'encourager l'innovation et de soutenir les initiatives entrepreneuriales dans la gestion des déchets et l'économie circulaire, en rassemblant les différents acteurs de l'écosystème entrepreneurial et en renforçant les passerelles de coopération, afin de promouvoir l'innovation environnementale au service du développement durable aux niveaux local et national.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS

Une 4^e édition couronnée de succès

La 4^e édition de la Conférence africaine des start-up, qui s’est clôturée lundi soir, a été couronnée de succès. Les participants à cette conférence, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont salué les résultats de cette rencontre continentale, axés principalement sur l’amélioration des cadres réglementaires et la mise à disposition des financements nécessaires pour accompagner au mieux les start-up et les projets innovants en Afrique.

Par Sirine R.

Dans une allocution de la vice-présidente de la Commission de l’Union africaine (UA), l’ambassadrice Selma Malika Haddadi, lue en son nom par le Commissaire de l’Union africaine chargé de l’Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l’Innovation, Gaspar Banyankimbona, Mme Haddadi a affirmé que cette quatrième édition de la conférence a constitué « une étape riche et inspirante », notamment après l’adoption du cadre fiscal pour les start-up, l’innovation, la recherche et le développement en Afrique, considéré comme une « contribution décisive » permettant à l’innovation et à la recherche de prospérer sur le continent. Elle a indiqué que les politiques fiscales constituent l’un des instruments les plus efficaces pour affirmer clairement la volonté de l’Afrique de garder ses jeunes talents et d’encourager l’initiative ainsi que la prise de risque. Par ailleurs, Mme Haddadi a exprimé sa gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son initiative de création d’un fonds dédié au financement des start-up africaines, soulignant le rôle incitatif de ce fonds pour ces entreprises, tout en réaffirmant le soutien de la Commission de l’Union africaine à cette démarche. De son côté, le ministre de l’Économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, Nouredine Ouadah, s’est félicité du succès de cette 4^e édition, soulignant son importance majeure et son impact sur la coopération africaine. Pour sa part, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a estimé que l’adoption d’un projet proposé par l’Algérie visant à protéger les données personnelles des Africains représente une réussite pour l’Algérie et pour le continent. Il a expliqué que ce projet, approuvé à l’unanimité par les ministres africains, a pour objectif de protéger

les données et de valoriser les capacités africaines, tout en instaurant des cadres juridiques permettant de préserver les intérêts et la culture des Africains.

Signature de plusieurs conventions entre start-up et entreprises

La clôture des travaux de cet événement continental, après trois jours de débats et d’échanges entre décideurs, entreprises, investisseurs et innovateurs, a été marquée par la signature de plusieurs conventions de partenariat entre start-up et entreprises, couvrant des secteurs tels que la cybersécurité, l’intelligence artificielle, l’économie bleue, l’investissement numérique et les technologies immersives. La signature de ces conventions s’est déroulée sous la supervision du ministre de l’Économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, Nouredine Ouadah, ainsi que du directeur général de l’accélérateur public « Algeria Venture », Ilyes Abdoune. Dans le domaine des technologies avancées, HB Tronics, centre de formation spécialisé dans les technologies automobiles, a conclu un memorandum d’entente avec une start-up zimbabwéenne pour le développement de logiciels 3D et de simulateurs immersifs. Par ailleurs, la start-up AI Grid, spécialisée dans les solutions basées sur l’intelligence artificielle, a signé une convention avec Etihad Groupe, acteur de l’accompagnement des start-up, pour devenir son fournisseur principal d’infrastructures et de plateformes dédiées à l’intelligence artificielle. Dans le secteur de l’économie bleue, Merteec a conclu un accord avec Time Smart Energy, spécialisée dans les panneaux solaires, pour l’intégration de technologies basées sur les énergies renouvelables dans les navires de pêche et de plaisance. Marine Arc, start-up aquatech, a également signé un partenariat avec Time Smart Energy pour intégrer des solutions éner-

gétiques renouvelables dans ses projets maritimes. De leur côté, Sea Garden, start-up aquatech, et le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l’aquaculture (CNRDPA) ont établi un partenariat pour le lancement d’unités d’élevage expérimentales, suivi d’une mise en production intensive. Marlinova, start-up algérienne spécialisée dans les véhicules sous-marins téléopérés (ROVs), et Marine Arc ont signé une convention portant sur l’utilisation de ces appareils dans les opérations de réparation navale. Dans le domaine de la digitalisation de l’investissement, HR Technology, spécialisée dans le développement d’applications, de sites web et de systèmes d’information géographique (SIG), et CAPA ont signé un accord pour développer des cartes dynamiques d’aide à l’investissement. Parallèlement, Mahall Green, start-up aquatech, a conclu une convention de recherche collaborative avec CNRDPA Company. La start-up Candy Tech a signé un partenariat à long terme avec une entreprise tchadienne pour l’exportation de franchises personnalisées, ainsi qu’un accord avec le Fonds algérien des start-up (ASF) en tant que « nouvel investisseur ». Ce dernier a également conclu un contrat de partenariat avec AI Grid. Enfin, El Djazaïria, incubateur spécialisé en intelligence artificielle, et Etihad Groupe ont signé des accords avec AI Grid, permettant à cette dernière de devenir le fournisseur privilégié et principal d’infrastructures et de plateformes en IA. Dans le secteur logistique, Yalidine, spécialisée dans la livraison et la gestion des stocks, a signé deux mémorandums d’entente : le premier avec Salvacom, spécialisée dans la communication digitale et la cybersécurité, pour renforcer la fiabilité des services de livraison, et le second avec Digital Group pour le développement de solutions de cybersécurité.

TOURISME

Près de 5.600 agences touristiques agréées à l’été 2025

Par R. E.

Le ministère du Tourisme et de l’Artisanat a recensé, jusqu’à l’été 2025, près de 5.600 agences touristiques agréées proposant diverses prestations aux touristes algériens et étrangers, a dévoilé, lundi à Tipasa, le sous-directeur de la régulation et du contrôle des agences de tourisme et de voyages au ministère, Mustapha Larachiche. Dans une allocution prononcée lors de sa participation en qualité de représentant du ministère du Tourisme et de l’Artisanat, à un colloque à l’Université de Tipasa, sur "le rôle des agences touristiques dans la promotion du tourisme interne", M. Larachiche a indiqué que la forte volonté politique mobilisée pour soutenir le secteur du tourisme et promouvoir la destination Algérie a permis d’enregistrer l’agrément de 5.593 agences touristiques. Il a souligné que l’activité des agences touristiques a connu une croissance notable à chaque révision du cadre juridique régissant la profession. L’Algérie comptait moins de 30 agences de l’indépendance à 1989, avant que le nombre ne passe à 970 en 2010, puis à 1.400 en 2017, pour atteindre 5.593 agences entre 2018 et juin dernier.

Il a ajouté que les efforts législatifs visant à encourager l’agrément des agences s’accompagnent d’autres actions publiques pour soutenir le secteur, notamment l’élaboration de plans d’aménagement touristique des zones d’expansion et des sites touristiques, dont 83 ont été validés récemment par le Secrétariat général du gouvernement. Les plans d’aménagement touristiques prévoient des projets d’investissement assurant une capacité d’accueil nationale de près de 207.000 lits, à travers diverses infrastructures hôtelières, dont des résidences hôtelières, complexes touristiques et villages de vacances. Ils incluent également des équipements d’accompagnement indispensables au secteur, notamment des centres commerciaux, espaces de loisirs, parcs d’attractions et parcs aquatiques. L’ensemble de ces projets devrait générer plus de 100.000 emplois directs. Le responsable a aussi fait un exposé de l’arsenal juridique encadrant l’activité des agences de tourisme en Algérie, soulignant leur rôle économique et social dans la promotion du tourisme interne, ainsi que leurs responsabilités éthiques et nationales dans la valorisation de l’image du pays et la défense de son patrimoine. Il a assuré que les agences constituent

l’un des piliers essentiels des stratégies de développement touristique dans tout Etat. Pour sa part, le président de l’Association nationale des agences de tourisme et de voyages (ANATV), Mohamed Amine Berredjem, a évoqué le grand potentiel inexploité du secteur, notamment en matière de tourisme culturel et naturel. Il a appelé à l’élaboration de programmes touristiques globaux adaptés aux spécificités culturelles de chaque région. M. Berredjem a également plaidé pour un renforcement de la formation et du perfectionnement des professionnels du secteur, estimant que le tourisme, domaine en évolution constante, nécessite une mise à niveau continue à tous les plans. Il a insisté sur l’importance de mobiliser l’expertise des professionnels du secteur, notamment en matière de planification et de gestion des événements. La rencontre, organisée par le laboratoire de l’entrepreneuriat et du développement du tourisme de la Faculté des sciences économiques et commerciales de l’Université de Tipasa, en présence d’enseignants, experts et professionnels, a abordé plusieurs problématiques, dont la promotion du secteur, son organisation, ainsi que la lutte contre l’activité informelle et l’exercice amateur du guidage touristique.

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP
L’opérateur Djezzy signe des contrats de partenariat avec six start-up

Par R. E.

L’opérateur de téléphonie mobile Djezzy a signé, lundi à Alger, six contrats de partenariat avec des start-up opérant dans divers secteurs et affiliées à l’accélérateur public Algeria Venture, et ce, en marge du troisième et dernier jour des travaux de la 4^e édition de la Conférence Africaine des Start-up (ASC). La cérémonie de signature s’est déroulée au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif Rahal", sous la supervision du ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, en présence du directeur général (DG) de Djezzy, Boumediene Senouci, et du DG de l’accélérateur Algeria Venture, Lyes Abdoun. A cette occasion, le DG de Djezzy a affirmé, dans une déclaration à la presse, que ces accords concrétisent "la stratégie de son entreprise visant à renforcer l’infrastructure de l’écosystème des télécommunications", soulignant que cette collaboration intervient dans un contexte marqué par l’introduction des technologies de la 5G, de l’intelligence artificielle (IA) et des services cloud. Et d’ajouter que ces technologies opèrent "d’importants changements" dans le secteur des télécommunications et appellent à des partenariats entre les grands acteurs et les start-up pour être au diapason des transformations technologiques. Les accords ont été conclus avec les start-up Bortocall, spécialisée dans les services vocaux, Digital Fennec qui développe des applications et solutions technologiques pour les entreprises, et AI Grid active dans l’intelligence artificielle et l’automatisation avancée. Djezzy a également signé des accords avec Yalidine, spécialisée dans la livraison de colis et la gestion des stocks, avec la start-up Gifty qui fournit des services numériques liés à la fidélisation des clients et Cybears, une start-up spécialisée en cybersécurité. De son côté, le DG de l’accélérateur public a précisé que ces accords constituent des contrats commerciaux directs de services dans le cadre d’un partenariat entre Djezzy et Algeria Venture, visant à trouver des solutions innovantes aux défis auxquels l’opérateur pourrait être confronté dans plusieurs domaines, notamment l’intelligence artificielle et les technologies, de même qu’ils représentent une étape importante dans le plan de développement de l’entreprise.

OBSERVATOIRE EUROPÉEN COPERNICUS

2025 en passe d’être une des trois années les plus chaudes

L'année 2025 est en passe de devenir la deuxième année la plus chaude jamais enregistrée, à égalité avec 2023, selon des données publiées mardi par l'observatoire européen Copernicus, qui a enregistré pour novembre 2025 "le troisième mois de novembre le plus chaud à l'échelle mondiale". "2025 est pratiquement certaine de finir deuxième ou troisième année la plus chaude enregistrée, possiblement à égalité avec 2023", indique Copernicus dans un communiqué. "L'anomalie de température moyenne mondiale pour la période de janvier à novembre 2025 est de 0,60 C au-dessus de la moyenne de 1991-2020, ou 1,48 C au-dessus de la référence pré-industrielle de 1850-1900", avant que le climat ne se réchauffe durablement sous l'effet de l'activité humaine, poursuit-il. L'année 2025 présente un niveau identique à celui de 2023, en attendant la publication des statistiques pour décembre et le bilan annuel, qui pourrait donc placer 2025 derrière le record historique de température établi en 2024. Le dérèglement climatique généré par l'activité humaine rend les phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, plus meurtriers et plus destructeurs. Et novembre "a été marqué par plusieurs phénomènes météorologiques extrêmes, notamment des cyclones tropicaux en Asie du Sud-Est, qui ont provoqué des inondations catastrophiques à grande échelle et causé des pertes humaines", détaille Copernicus. A l'échelle mensuelle, novembre 2025 a été le troisième mois de novembre le plus chaud de l'histoire après 2023 et 2024, avec une température moyenne à la surface du globe de 14,02 C, soit 0,65 C au-dessus de la moyenne sur la période située entre 1991 et 2020.

SNAPO

Rencontre nationale à Alger sur ”le pharmacien et les service liés à la santé”

Le pharmacien et les service liés à la santé”, a été le thème d'une rencontre nationale organisée lundi à Alger, par le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO). Cette rencontre vise à renforcer le rôle du pharmacien au sein du système de santé, dans le contexte de l'évolution du cadre réglementaire régissant ce secteur, notamment la loi 18-11 relative à la santé, a précisé le président du SNAPO, Sami Tirache. A cet égard, M. Tirache a souligné l'engagement du syndicat à "contribuer à l'accompagnement des réformes en cours dans le système de santé, en créant un environnement de travail conforme aux attentes des professionnels du secteur ainsi que des patients". Et d'ajouter que la loi relative à

la santé ouvre la voie à "un profond développement de l'exercice de la profession, garantissant au pharmacien une place de choix au sein du système de santé". Par ailleurs, le président du SNAPO a relevé l'importance de la numérisation pour améliorer la gestion des pharmacies, faciliter le suivi du parcours thérapeutique des patients, tout en renforçant la coordination avec les différents acteurs du domaine. Pour sa part, le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), Pr Kamel Sanhadji, a salué l'organisation de ce type de rencontres, pour refléter "la volonté commune de relever les défis de santé, nécessitant une coordination collective entre les partis concernés".

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	315,00	315,00	0,00	-20,41	-25,79	5,56	11,11	25000	7 875 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,92	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,02	2,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,03	1,71	10,96	5,44	53121	122 125 179,00
EGH El Aurassai	AUR	380,00	NC	0,00	-0,21	-9,02	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	3,70	4,70	3,97	5,00	0	0,00

DÉVELOPPEMENT DE LA MINE DE GARA DJEBILET

Partenariat stratégique entre le Groupe Sonarem et Tosyali Algérie

Le PDG du groupe Sonarem, Reda Belhadj, a reçu, avant-hier à Alger, le vice-président de Tosyali Algérie, Alp Topcuoglu, dans le cadre de la concrétisation d'un partenariat stratégique majeur entre le groupe Sonarem, à travers sa filiale FERAAL (Société nationale du fer et de l'acier) et Tosyali Algérie pour le développement de la mine de Gara Djebilet, indique un communiqué du groupe. A travers ce partenariat ambitieux, les deux parties ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une vision commune traduisant la confiance mutuelle et les aspirations d'avenir, faisant de la mine de Gara Djebilet un pôle minier et industriel

stratégique aux niveaux régional et international, précise le communiqué. Cette rencontre, à laquelle ont pris part des cadres des deux parties, a constitué une étape importante pour réitérer la solidité des relations de coopération et de partenariat, ainsi que la volonté commune de hisser la coopération bilatérale à des niveaux stratégiques avancés, notamment dans les domaines des mines et des industries manufacturières, ajoute le communiqué. La rencontre s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du projet de la société mixte spécialisée dans le traitement du minerai de fer de la mine de Gara Djebilet. ajoute le communiqué, soulignant la

tenue de l'Assemblée générale constitutive de cette société visant à produire du concentré de fer avec une capacité de production initiale de 4 millions de tonnes par an, en utilisant les technologies les plus modernes de traitement du phosphore. Ce projet constitue "la pierre angulaire de la stratégie nationale de valorisation des ressources minières, de consolidation de la souveraineté industrielle, du renforcement de l'intégration industrielle et du transfert de technologie, outre la création d'une réelle valeur ajoutée ainsi que le soutien de l'économie nationale à travers des partenariats fondés sur l'efficacité et la durabilité", conclut le communiqué.

RÉALISATION DE CENTRALES ÉLECTRIQUES

«L’Algérie a acquis de hautes compétences», selon le ministre Adjal

à la wilaya de réaliser un excédent dans la production d'électricité". M. Adjal a félicité les habitants de la wilaya de Khenchela qui ont bénéficié d'une centrale de production d'énergie électrique à cycle combiné, d'une capacité de production de 1.266 mégawatts qu'il a considérée comme "l'une des plus importantes réalisations au niveau national, s'agissant de la troisième en Algérie en termes de capacité de production, parmi les 9 centrales réalisées jusqu'à présent." Après avoir écouté un exposé d'évaluation de la situation du secteur de l'énergie dans la wilaya de Khenchela, en présence des autorités locales et des élus locaux, le ministre a salué les efforts déployés dans le domaine du raccordement de foyers, de zones d'activités et d'exploitations agricoles aux réseaux électrique et gazier, appelant, à

cette occasion, à davantage d'efforts pour accroître les taux de raccordement. M. Adjal a également indiqué que le programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la wilaya de Khenchela, a été "réalisé à 100 % pour ce qui est du secteur de l'énergie", ce qui permet, a-t-il dit, d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de renforcer les infrastructures à travers les différentes daïras et communes. Il a rappelé que dans la wilaya de Khenchela, "plus de 5.500 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau de distribution de l'électricité, en attendant de raccorder des centaines d'autres exploitations à cette source d'énergie durant l'année 2026".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Décembre 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	76	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	159	178	139	الطماطم	
	Oignon sec	56	63	49	البصل الجاف	
	Ail sec	737	810	663	الثوم الجاف	
	Carotte	81	92	71	الجزر	
	Navet	96	107	85	اللفت	
	Choux fleur	108	121	94	قرنبيط	
	Choux	91	103	80	الكرنب	
	Courgette	182	199	164	الكوسة	
	Haricot vert	197	220	175	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	137	153	122	الخس	
Fruits frais	Clémentine	199	242	156	كليمنتين	فواكه طازجة
	Orange	174	210	139	البرتقال	
	Citron	161	186	136	الليمون	
	Pomme locale	371	455	288	التفاح المحلي	
	Datte	496	627	364	التمر	
	Banane	470	489	450	الموز	
	Grenade	193	225	161	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1895	2054	1736	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	349	362	336	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

ANEM

86 % des demandeurs d’emploi ont moins de 35 ans

À l’heure où l’Algérie s’apprête à réviser en profondeur la loi 04-19 sur le placement et le contrôle de l’emploi, l’Agence nationale de l’emploi (ANEM) s’impose plus que jamais comme un acteur central de la régulation du marché du travail. Avec une capacité dépassant désormais les 400 000 placements par an, contre 250 000 avant 2020, elle devient la pierre angulaire d’un système en pleine mutation, porté par la modernisation numérique, de nouvelles approches d’insertion et une stratégie nationale tournée vers l’anticipation des mutations technologiques et démographiques.

Par Adem A.

La première Conférence nationale sur l’emploi, présidée par le ministre du Travail Abdelhak Saihi, a dressé un diagnostic clair d’un marché du travail jeune, dynamique mais marqué par plusieurs fragilités structurelles. Les recommandations formulées, parmi lesquelles l’adaptation du cadre juridique, l’amélioration du système statistique, l’accompagnement renforcé des demandeurs d’emploi et l’optimisation des échanges entre institutions, constituent désormais les axes majeurs de la future réforme de la loi du travail. « Cette conférence a permis de poser clairement les défis et les priorités. L’ANEM y a apporté une contribution essentielle pour orienter les décisions futures », a expliqué Abdelkader Djaber, directeur général de l’ANEM, sur les ondes de « la Chaîne I » de la Radio nationale. Le DG a également rappelé que 86 % des demandeurs d’emploi ont moins de 35 ans, tandis que 50 % d’entre eux sont sans diplôme. Cette réalité exige une meilleure coordination entre l’ANEM, la formation professionnelle et l’enseignement supérieur. « La moitié des demandeurs d’emploi n’ont pas de qualification. C’est un enjeu central, nous devons les accompagner vers les formations adaptées pour qu’ils deviennent employables », a-t-il souligné. L’ANEM a parallèlement engagé une transformation profonde de ses outils, avec 90 % de ses services désormais numérisés. Cette digitalisation vise à renforcer la transparence, à automatiser l’ensemble des procédures et à éliminer toute intervention humaine dans le traitement

des offres. L’interconnexion des bases de données, notamment celles du CNRC, de la CNAS, de la CASNOS, des universités et des centres de formation professionnelle, améliore considérablement la fiabilité du système. L’une des innovations majeures sera le déploiement, en 2026, du système Wassit 2 basé sur l’intelligence artificielle, qui permettra un rapprochement intelligent entre offres et demandes. « Wassit 2 offrira un rapprochement beaucoup plus précis, rapide et équitable. L’IA va transformer le placement professionnel en Algérie », a affirmé M. Djaber. L’action de l’ANEM s’inscrit également dans une stratégie qui dépasse le cadre du salariat classique. Le développement du statut d’auto-entrepreneur, l’accompagnement des incubateurs de projets ou encore le soutien aux micro-entreprises constituent autant de leviers pour absorber le chômage, en particulier parmi les jeunes qualifiés. Le dispositif phare demeure toutefois l’allocation chômage, lancée en mars 2022, et qui compte aujourd’hui deux millions de bénéficiaires. Au-delà de son rôle social, cette allocation s’impose comme un véritable tremplin vers la qualification, puisqu’elle a permis l’orientation de 600 000 jeunes vers des formations adaptées, organisées en sept sessions successives. Les profils concernés vont des diplômés universitaires aux jeunes sans qualification, en passant par les sortants de la formation professionnelle. Les efforts de l’ANEM se traduisent par des résultats tangibles et en nette progression. L’agence réalise aujourd’hui 400 000 placements par an. Rien qu’en 2024, 100 000 opportunités d’emploi ont été identi-

fiées grâce aux opérations de prospection directe menées auprès des entreprises, sachant que 80 % des postes pourvus proviennent du secteur privé. Par ailleurs, la plateforme dédiée aux grands comptes, adoptée par 26 grandes entreprises publiques dont Sonatrach, permet une centralisation rapide, fiable et transparente des recrutements massifs. Le rôle de l’État dans les grands projets structurants contribue également à la création d’emplois. De vastes chantiers nationaux tels que le chemin de fer Gara Djebilet – Tindouf, le projet phosphate de Tébessa ou encore les nouveaux programmes industriels et énergétiques fonctionnent comme de puissants leviers d’absorption du chômage. « Les grands projets nationaux ouvrent des milliers de postes que nous accompagnons avec des dispositifs adaptés. C’est un moteur essentiel d’absorption du chômage », a indiqué M. Djaber. Dans cette dynamique, l’ANEM renforce également son action en faveur de l’inclusion, notamment pour les personnes en situation de handicap. Grâce à des locaux aménagés, à la formation de conseillers en braille et à des espaces d’accueil dédiés, l’agence a inscrit 4 200 personnes handicapées et en a placé 499, ce qui porte le taux d’insertion à 12 %, un niveau en progression constante. Des avancées significatives sont aussi enregistrées dans le Sud du pays, où la digitalisation et la réduction des intermédiaires ont fluidifié les processus de recrutement, permettant aux jeunes de la région d’accéder plus facilement aux postes disponibles.

NESDA

Près de 3 500 projets financés en 2025

Par M. A.

En 2025, l’Agence nationale d’appui et de développement de l’entrepreneuriat (NESDA) confirme son rôle central dans le soutien à la création et au développement des entreprises en Algérie. Selon Bilal Achacha, directeur général de l’agence, près de 3 500 projets ont été financés cette année, contribuant à la création d’autant d’entreprises et à la génération de milliers de postes d’emploi, consolidant ainsi le tissu économique national. NESDA affirme son rôle stratégique en alliant financement, accompagnement et vision à long terme pour dynamiser le tissu entrepreneurial algérien. « Notre objectif principal est de transformer l’esprit entrepreneurial en moteur concret de croissance économique et de création d’emplois », a expliqué M. Achacha au micro de la télévision algérienne. « Chaque projet financé n’est pas seulement une entreprise créée, c’est aussi une valeur ajoutée pour l’économie locale et nationale », a-t-il ajouté. Depuis sa refonte, la NESDA a adopté une approche innovante centrée sur le soutien global des porteurs de projets. L’agence pro-

pose trois types de financement : le financement autonome, le financement bilatéral (50-50 %) et le financement trilatéral en partenariat avec les banques publiques. Ces mécanismes, souvent assortis d’avantages fiscaux et d’un accompagnement technique, ont permis de lever de nombreux obstacles au lancement d’entreprises, notamment pour les jeunes et les diplômés universitaires. En parallèle du financement, NESDA accompagne les entrepreneurs à travers des services non financiers essentiels : formation, suivi de projet, étude de marché et appui administratif. Cette double approche, financière et technique, permet aux porteurs de projets de transformer leurs idées en entreprises viables et durables. « Nous avons formé 17 000 porteurs de projets en 2025, et parmi eux, 3 500 ont pu concrétiser leurs projets grâce à notre soutien », a précisé M. Achacha. L’agence met également l’accent sur la croissance des entreprises existantes. Les initiatives de développement permettent de créer des emplois continus et de générer de la richesse durablement. Aujourd’hui, certaines entreprises accompagnées par NESDA emploient plus de 600 personnes, illustrant l’efficacité de cette politique de soutien. Parallè-

lement, NESDA promeut la culture entrepreneuriale dans tous les segments de la société, notamment au sein des universités, des centres de formation professionnelle et des instituts spécialisés en agriculture, pêche et tourisme. « Nous avons actuellement 117 centres de développement entrepreneurial dans les universités, 190 dans les instituts de formation et 30 autres dans des filières spécialisées, et ce nombre est en constante augmentation », a indiqué le DG. Enfin, NESDA s’engage dans des programmes stratégiques tels que le programme de « localisation », visant à remplacer progressivement les importations par des produits fabriqués localement, tout en créant des emplois stratégiques. L’agence joue un rôle clé en tant qu’intermédiaire entre les petites entreprises et les grandes structures, facilitant leur intégration dans les chaînes de valeur nationales. « La mission de NESDA dépasse la simple création d’entreprises », a conclu Bilal Achacha. « Elle consiste à bâtir un écosystème entrepreneurial capable de soutenir l’économie algérienne, d’encourager l’innovation et d’assurer un impact durable sur le développement social et économique du pays ».

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE
Le SG de l’UGTA appelle les travailleurs à relever le défi

Par R. E.

Le Secrétaire général de l’Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a appelé, hier à Ghriess dans la wilaya de Mascara, les travailleurs à relever le défi pour contribuer à la réalisation d’un développement économique durable. Lors d’une rencontre regroupant les cadres des sections syndicales affiliées à l’UGTA dans la wilaya, M. Takdjout a souligné l’importance du travail en tant que valeur ajoutée pour l’économie nationale, appelant les travailleurs à s’engager pour soutenir un développement économique durable dans le pays. Il a affirmé que l’UGTA poursuivra ses efforts pour sensibiliser les travailleurs à l’importance de maintenir un pont de communication avec les employeurs au niveau des entreprises économiques, estimant que la communication constitue le facteur essentiel pour renforcer et améliorer la confiance entre le responsable de l’entreprise et le travailleur. Le même intervenant a rappelé que les décisions prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, concernant l’amélioration du pouvoir d’achat des citoyens, représentent "une réalisation nationale qui renforce la stabilité sociale et stimule la dynamique économique du pays". Il a également souligné que la décision de relever le salaire national minimum garanti de 20.000 DA à 24.000 DA, à partir de janvier 2026, constitue "un acquis social" pour les travailleurs des secteurs public et privé. Il a ajouté que ces mesures s’ajoutent à une série de décisions antérieures prises par le président de la République, qui devraient "contribuer fortement à renforcer le front intérieur, consolider la confiance entre responsables et travailleurs, et répondre aux sceptiques". Le responsable syndical a indiqué que les mesures adoptées sont "courageuses, responsables et positives", reflétant l’engagement de l’Etat à améliorer la situation sociale des travailleurs et confirmant clairement la fidélité du président de la République à ses engagements envers les travailleurs et les citoyens.

EL BAYADH

Une caravane médicale spécialisée au profit des habitants du village de Bordj El Maï

Une caravane médicale spécialisée a été organisée lundi pour les habitants du village de Bordj El Maï, dans la commune d'El Kheïter (wilaya d'El Bayadh), dans le cadre du jumelage interne entre les établissements de santé de la wilaya, a indiqué la direction de l'établissement public hospitalier (EPH) de Bougtob.

Le directeur de l'hôpital, Houbad Moulay, a précisé que cette initiative s'est déroulée au niveau de la salle de soins du village, grâce à la collaboration entre l'EPH de Bougtob et l'Etablissement Public de Santé de Proximité (EPSP) d'El Kheïter.

La caravane a mobilisé plusieurs spécialités médicales, notamment la chirurgie générale, l'endocrinologie, la médecine interne et la pédiatrie.

Ces actions de proximité, organisées périodiquement dans les communes et zones éloignées de la wilaya, permettent de réaliser de nombreuses consultations spécialisées, tout en rapprochant les services de santé des citoyens et en réduisant les contraintes liées aux déplacements, a ajouté la même source.

TIMIMOUN

Lancement d'une session de formation sur les techniques de construction en terre

Une session de formation sur les techniques de construction en terre a été lancée à Timimoun, à l'initiative du Centre algérien du patrimoine culturel bâti en terre (CAPTERRE), a-t-on appris lundi des organisateurs.

Devant s'étaler jusqu'au 11 décembre, ce stage, encadré par des architectes et cadres du CAPTERRE, s'inscrit dans le cadre des actions visant la préservation et la valorisation du patrimoine matériel lié au vieux bâti en argile, a indiqué le directeur du centre, Alaeddine Belouaer.

Le programme prévoit des cours sur les techniques de réalisation du vieux bâti, l'étude de la terre, argile et pisé, le crépissage et la réalisation des arcades, a expliqué le responsable en signalant que des sessions similaires sont organisées annuellement par le centre à des maçons et étudiants intéressés par ce type de formation, issus de différentes régions du pays et même de l'étranger.

Depuis sa création, le centre s'est attelé à la réalisation, avec des matériaux locaux, notamment l'argile, d'une série d'actions, dont la restauration du siège de la zaouïa de Sidi-Oumer à Ougrout, la Khelwa (lieu mystique de méditation) de Cheikh Bouâmama à Deldoul, la vieille mosquée Kamous, le ksar de Talmine, ainsi que la placette Toufaghi à Tamentit, dans la wilaya d'Adrar.

Relevant du ministère de la Culture et des Arts, le CAPTERRE, établissement public national basé à Timimoun, appelée aussi "Oasis Rouge", assume, entre-autres missions, la préservation du patrimoine bâti en terre, l'élaboration et la diffusion de techniques méthodiques de sauvegarde et de restauration des biens culturels bâtis en terre.

MILA

Inscription de deux opérations portant sur le dédoublement de tronçons des RN 5 et 27

Le secteur des travaux publics de la wilaya de Mila a bénéficié, dans le cadre des programmes de l'exercice 2026, de deux opérations portant sur la réalisation de dédoublement de deux sections des routes nationales (RN) n 05 et 27, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de ce secteur.

Le chef du service de l'entretien et de l'exploitation des routes, Mohamed-Seghir Boukkira, a précisé que s'agissant de la RN 5, l'opération inscrite concerne la réalisation d'un dédoublement d'un tronçon de 16 km entre les localités de Tadjenanet et de Chelghoum-Laïd. Selon M. Boukkira, ce dédoublement permettra, dès son entrée en exploitation, la facilitation du transport de personnes et de marchandises entre ces deux communes

ainsi que vers l'autoroute Est-ouest et, de là, vers les différentes wilayas du pays. La seconde opération est liée à la réalisation d'un dédoublement de la RN 27 sur 8,3 km depuis les limites administratives de la wilaya de Constantine jusqu'à la zone de "Ghar Slim" relevant de la commune de Grarem-Gouga, a souligné la même source. L'objectif de ce projet consiste à réduire la pression sur ce tronçon qui se caractérise par un trafic automobile particulièrement

dense, notamment en été lorsque les vacanciers de la wilaya de Constantine et des wilayas voisines se dirigent vers la wilaya côtière de Jijel, a indiqué la même source. Il a également fait savoir que les services concernés ont entamé les démarches administratives pour élaborer les cahiers des charges et publier les appels d'offres pour ces deux projets, le lancement des travaux étant prévu "avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine".

DJELFA

Réception prochaine d'un silo de stockage à Hassi Bahbah

Un projet de silo de stockage de céréales d'une capacité de 20.000 tonnes, sera prochainement réceptionné à Hassi Bahbah, au nord de Djelfa, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Lors d'une visite d'inspection sur site, le wali de Djelfa, Djahid Mous, s'est enquis de l'avancement des travaux de ce projet doté d'une enveloppe de plus de 950 millions de

DA. Les représentants de l'entreprise réalisatrice ont indiqué que sa livraison est prévue au cours du 1er trimestre 2026. Le projet, relevant de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), prévoit la construction d'un silo métallique d'une capacité de 20.000 tonnes de différentes variétés de céréales, dont le blé tendre, le blé dur et l'orge. Le wali a souligné l'importance

d'accélérer les travaux tout en garantissant leur qualité, rappelant le rôle stratégique de cette infrastructure de stockage dans la sécurité alimentaire et la proximité des installations pour les agriculteurs. Il a également mis en avant le bilan positif de la wilaya pour la campagne agricole écoulée, qui a dépassé toutes les attentes. Selon Ali Belferd, responsable à la DSA, cette installation est de nature

à renforcer le parc de stockage local, qui comprend huit (8) centres de proximité destinés à la wilaya dans le cadre du programme complémentaire de développement, avec une capacité unitaire de 50.000 quintaux. Deux centres ont déjà été livrés à Had Shari et Bouiret Lehdab, tandis que les chantiers des projets restants sont toujours en cours, selon la même source.

CONSTANTINE

Ouverture du Salon national de production et d'exportation des produits alimentaires et agricoles

Le Salon national de production et d'exportation des produits alimentaires et agricoles "AGREXPORT AFRICA" s'est ouvert lundi au complexe culturel Ahmed Bey "Zenith" à Constantine, avec la participation de 44 exposants représentant diverses wilayas du pays, spécialisés dans un large éventail de produits alimentaires, destinés à l'exportation vers les marchés africains. Dans une déclaration à la presse, en marge de l'ouverture du salon, supervisé par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, le commissaire du salon, Abdelhakim El Almi a précisé que cet événement vise à promouvoir les produits nationaux et à renforcer leurs opportunités d'exportation vers les marchés africains et internationaux, ajoutant que le succès des entreprises locales en matière d'autosuffisance facilite désormais l'introduction des produits algériens sur les

marchés africains, notamment le lait, les biscuits, la semoule, la farine, les fruits et légumes, ainsi que le miel, les dattes et même les produits traditionnels tels que la "Jawzia Constantinoise". Pour sa part, M. Faouzi Sahraoui, délégué régional du Conseil renouveau économique algérien, a affirmé que le Conseil joue un rôle central en tant que pont stratégique entre les entreprises algériennes, qu'elles soient grandes ou émergentes, et les marchés africains. Il a souligné que les produits algériens se distinguent désormais par leur haute qualité et leur compétitivité, offrant un potentiel considérable pour l'exportation vers le continent africain. Par ailleurs, trois producteurs algériens spécialisés dans les huiles alimentaires et les herbes, la production de pommes, ainsi que les céréales et légumes secs, ont confirmé que leurs produits sont désormais fortement sollicités sur le marché

africain, notamment après avoir atteint l'autosuffisance et l'abondance de production en Algérie qui leur a permis de s'orienter vers l'exportation avec un enthousiasme considérable, à la faveur des facilités offertes par l'Etat. Les organisateurs ont précisé que le salon, qui se tiendra sur trois jours consécutifs, constitue une plateforme unique pour présenter les produits et faciliter les échanges entre exposants, investisseurs et partenaires potentiels. L'événement, qui est le fruit d'une collaboration étroite entre Aurora INC, le CREA, l'Association des Exportateurs Algériens et la Chambre du Commerce et d'Industrie Rhumel (CCIR) de Constantine, est marqué par la participation des startups issues de trois universités de Constantine et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

NAÂMA

Plusieurs projets de développement en cours de réalisation dans la commune de Moghrar

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans la commune de Moghrar (wilaya de Nâama) afin de répondre aux besoins des habitants, a indiqué lundi le chef de daïra éponyme, Belakhdar Abdelhak. Ce programme de développement porte sur la réalisation d'un Collège d'enseignement moyen (CEM) au village de Draa-Essâa et d'une école primaire au village de Kalaat Cheikh Bouamama, dont la réception est prévue à la prochaine rentrée scolaire, a précisé le même responsable. Des travaux ont également été lancés, récemment dans le cadre du programme d'entretien visant à éliminer les dommages causés par les intempéries, notamment la réhabilitation du chemin de wilaya 8 (CW8) sur une distance de

9 km et le renforcement d'un ouvrage d'art dans la région de "Nessissa", selon la même source. Le secteur de la jeunesse et des sports de cette collectivité locale sera renforcé, d'ici la saison estivale prochaine, par une piscine de proximité, actuellement en cours de réalisation pour une enveloppe financière dépassant 70 millions DA. Par ailleurs, les travaux d'aménagement et de revêtement en gazon synthétique de deux terrains de football de proximité touchent à leur fin, l'un au quartier "El-Wiam", à Moghrar-centre, et l'autre au quartier "Kaddouri Abderahmane", dans la localité de Kalaat Cheikh-Bouamama, a-t-on ajouté. Le projet de relance du barrage vert concerne les zones d'habitation éparées et les points de

regroupement des agriculteurs et des éleveurs de la commune de Moghrar, par des travaux de plantation d'arbustes pastoraux et forestiers sur une superficie de 10 hectares au village de El Ghouiba. Le projet contribue également au soutien de l'activité d'élevage et à la création d'emplois dans les travaux de plantation et de surveillance des zones pastorales sur une superficie dépassant 600 hectares dans la même commune, a souligné M. Belakhdar. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour l'aménagement d'une place publique au quartier "Tahar Benfreha" de la localité de Kalaat Cheikh-Bouamama, ainsi que des opérations d'aménagement urbain dans le village d'Amar, a-t-on indiqué.

La crise des civilisations

Le raisonnement que nous allons développer ici ne s'apparente pas au raisonnement dichotomique. Il ne séparera pas la compétition de la guerre, la guerre militaire de la guerre économique et de la guerre culturelle. La véritable victoire est culturelle, aussi dans un Occident qui a perdu la guerre économique, s'emballe-t-on sur ce front.

4^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Il y a dans ce dernier point de vue comme celui de la civilisation occidentale qui ne veut pas encore se considérer comme relatif. Les chocs ne produisent pas que des effets négatifs, ils peuvent engendrer des mutations. Il y a dans la civilisation chinoise une certaine articulation du travail, du savoir et de l'énergie qu'elle tient de son industrie précapitaliste et de sa pensée non dichotomique. L'articulation du savoir, du travail et de l'énergie est dichotomique dans la civilisation occidentale. Elle est inséparable de la division de classes : le savoir à la classe supérieure, le travail d'exécution à la classe inférieure et l'énergie à une source non humaine, animale ou naturelle de préférence. La polarisation actuelle du marché du travail rappelle cette évidence de classes selon laquelle le savoir est un attribut de la classe supérieure : l'université n'a plus la fonction de produire la classe moyenne, la robotisation est en train de la laminer. L'ancienne classe ouvrière est devenue une population inutile, la nouvelle classe ouvrière est celle des robots, de leurs auxiliaires ou de leurs partenaires. Les machines ont travaillé pour la consommation humaine dans les anciennes révolutions industrielles. Dans les nouvelles, les machines travailleront pour leur consommation et celle de leurs maîtres. Car les maîtres esclavagistes ne voudront pas renoncer à leurs esclaves. Voilà pourquoi il ne faut pas sous-estimer la menace de la guerre, car il s'agira d'une guerre contre les populations inutiles qui a déjà commencé sur une partie de la planète. Car il s'agit d'une civilisation qui par crainte de perdre sa domination sur le monde pourrait ne pas y renoncer. Le cours des choses anciennement dominé par la dynamique occidentale ne pourra pas persister dans sa trajectoire : les besoins humains excèdent les ressources naturelles. Les humains ne pourront pas accroître le nombre d'esclaves mécaniques à leur service. Un processus de concentration est en cours. C'est en cela que nous sommes en présence d'une crise des civilisations, c'est en cela qu'un choc des civilisations est probable : les compétitions mondiale et sociale autour des ressources naturelles vont se dégrader. Toutes les sociétés et les civilisations ne pourront pas s'inscrire convenablement dans la nouvelle trajectoire du cours des choses. La puissance sera associée à celle des machines, le sort des machines attaché à l'énergie. Les mouvements d'extrême-droite occidentaux, pour ne pas dire de droite renouée, ont le vent en poupe. Ils sont temporairement dans la nouvelle trajectoire du cours des choses qui est au resserrement des contraintes marchandes autour d'une base productive qui se contracte, contrairement aux mouvements de gauche qui sont toujours dans



une problématique de redistribution. L'Europe très dépendante des ressources naturelles étrangères est particulièrement vulnérable.

Remettre les ingénieurs au travail

Il faudrait remettre les ingénieurs au travail entre l'eau et le soleil. Le soleil du Sahara est une nouvelle source d'énergie, elle doit rejoindre l'eau de l'Atlantique. Dans le nouveau cours des choses, il faudrait les remettre au travail au ras du sol, au niveau des plantes, des animaux et non pas à partir de quelque perchoir théorique et de leurs équipements. Ils doivent être remis dans la pratique, dans le travail et non au-dessus, pour transformer les pratiques et non appliquer des modèles. Le travailleur aujourd'hui ne peut être désormais qu'ingénieur et plus précisément une machine intelligente, machine intelligente en interopérabilité avec d'autres machines. La robotisation va gagner l'ensemble des activités. Ce n'est pas cela qui peut être contesté. Ce qui peut l'être c'est la séparation de l'homme et de la machine : une machine qui s'extériorise toujours davantage pour être la propriété d'une minorité qui s'approprierait le monde ou un humain qui intériorise une machine après l'avoir extériorisé sans l'objectiver. La mécanisation, l'automatisation et la révolution numérique vont conduire à la formation d'armées de machines, machines humaines et/ou d'esclaves mécaniques. En d'autres termes l'unité du travail et du capital devra être alors recomposée pour éviter la crise sociale : le capital doit être davantage dans l'humain que dans le non humain. Le robot doit être autant humain que non humain, se compléter plus que se substituer. Les énergies fossiles ont permis à une minorité de propriétaires de s'approprier le processus de mécanisation et d'automatisation. Le savoir-faire doit être extériorisé pour être transmis et intériorisé. Son objecti-

vation ne doit pas s'effectuer pour qu'une classe le monopolise. Il doit être extériorisé pour être transmis. Le capitalisme l'a objectivé pour exproprier le travail de son savoir-faire. L'intelligence artificielle générative montre la voie : le robot intelligent n'est plus l'ancien esclave mécanique, il est davantage une part de nous-mêmes que nous ne contrôlons pas, et cela à mesure que le capital s'objective et se sépare du travail. Il devient un maître ou un partenaire des puissants. Bref, la robotisation signifiera soit séparation du travail humain et du savoir et monopolisation du savoir par une classe, soit une nouvelle alliance entre humains et non humains, machines humaines et machines non humaines. Remettre l'ingénieur au ras du sol, au ras des machines vivantes et mécaniques, machine humaine parmi des machines non humaines, agent humain parmi des agents non humains, c'est aussi remettre la société au travail, mettre dans chaque humain du travail (énergie et savoir-faire) et dans chaque travailleur un ingénieur. La croissance de la production dépend de la croissance de l'énergie, l'ère de la croissance a été celle des énergies fossiles, elle a été aussi celle du capitalisme qui par elles et la division sociale de classes a pu exproprier le travail humain du savoir-faire. Pour ne pas être dépossédée du savoir (savoir-être et savoir-faire), pour ne pas être divisée en populations utiles et populations inutiles, la société doit se réincorporer le savoir-faire des machines, ne pas faire des machines des esclaves mécaniques pour produire de la puissance de destruction et détruire les machines vivantes. À la base de la révolution scientifique européenne, il y a le postulat que tout est machine (la physique classique étant la reine des sciences). Machine ce par quoi tout obéit au Créateur, à des lois et aboutit

au déterminisme que la révolution quantique transforme en probabilisme. Oui tout est machine, mais machine intelligente dira-t-on aujourd'hui, agissant sur elle-même et ce qui en dépend. Le modèle de la machine passe de celui de la mécanique classique, la machine inerte, à celui de la machine vivante qui vit avec son environnement, avec d'autres machines. La machine inerte avec le capitalisme a fait la guerre à la machine vivante. Elle a vampirisé le vivant. L'homme ne doit plus se considérer au-dessus des autres machines, il n'est pas roi, il est une machine intelligente parmi d'autres dont le milieu auquel il appartient résulte de leur coopération et de leur compétition.

La nouvelle alliance des humains et des non humains

Ce ne sont pas les grands projets qui laissent la société inchangée qui vont lui permettre de s'adapter à l'imprévisible cours des choses à venir. C'est l'équilibre du rapport de l'humain et du non humain (naturel et mécanique) et donc de sa souplesse d'adaptation. L'occidentalisation du monde a instauré une extériorité du rapport de l'humain au non humain pour asseoir une domination de l'humain par le non-humain mécanique. C'est ce rapport d'extériorisation qui a désormais atteint son apogée et son point d'inflexion : il faut désormais mettre la machine dans l'humain, le mécanique dans le vivant après que nous ayons mis l'humain mécanique dans le non humain pour l'en séparer et produire l'esclave mécanique. L'industrialisation (mécanisation/automatisation) doit simultanément procéder par le bas et par le haut pour s'intriquer et se féconder. Les entreprises ne sont pas des îlots dans la mer de la société, elles sont des agents collectifs agis et agissants de la société.

Construction de la société par le haut et par le bas

L'histoire occidentale a d'abord construit l'État, la société s'est d'abord construite par le haut. La République est fille de la monarchie. La démocratie, comme construction par le bas, opère dans ce cadre : celui de la dictature de la loi. L'égalité des individus devant la loi qui administre leur compétition. La construction par le bas (démocratique) corrige la construction par le haut, la pilote pourrait-on dire, mais toujours dans une dynamique monarchiste : on a coupé la tête du roi pour faire de l'individu le roi : dissémination de l'individu roi. La dictature de la loi s'est démocratisée. Les croyances sociales ont partagé les croyances de l'élite, parce que l'élite a pu conquérir le monde.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

TUNISIE

La ministre de l'Industrie supervise l'avancement du plan de restructuration de la STTPM

Le suivi de la mise en œuvre du programme de restructuration de la Société tunisienne de transport des produits miniers (STTPM) a été au centre d'une réunion tenue lundi 8 décembre au siège du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie. La rencontre s'est déroulée sous la présidence de la ministre Fatma Thabet Chiboub, en présence de la cheffe de cabinet, Afef Chachi Tayari, du directeur général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), Abdelkader Amidi, du directeur général de la STTPM, Makrem Saadia, ainsi que de plusieurs hauts responsables du ministère. Au cours de la réunion, les participants ont présenté les différentes étapes d'avancement de ce programme, visant à améliorer les performances de l'entreprise, renforcer sa rentabilité, moderniser sa flotte et accroître ses capacités opérationnelles dans le transport des matières minières. Les discussions ont également porté sur les aspects techniques et logistiques liés à ce projet de restructuration, ainsi que sur les solutions pratiques permettant de surmonter les difficultés identifiées et d'atteindre les objectifs fixés dans les délais prévus, afin de garantir la viabilité économique de l'entreprise. Par ailleurs, il a été mis en avant la nécessité de renforcer la coordination entre les différentes parties prenantes, afin de consolider le rôle de la STTPM en tant que partenaire stratégique de la CPG, contribuant ainsi au développement et à l'efficacité de la chaîne logistique du transport des produits miniers en Tunisie.

ARABIE SAOUDITE-QATAR

Signature d'un accord pour une liaison ferroviaire à grande vitesse

L'Arabie saoudite et le Qatar ont signé lundi un accord pour construire une ligne ferroviaire à grande vitesse reliant les deux pays.

L'annonce est intervenue à l'issue d'une rencontre à Riyad entre le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, tenue dans le cadre du Conseil de coordination saoudo-qatari. La liaison ferroviaire, qui connectera l'aéroport international King Salman de Riyad à l'aéroport international Hamad de Doha, constituera une première pour les deux nations et réduira le temps de trajet entre les deux capitales à seulement deux heures. Selon un communiqué conjoint, le projet devrait être achevé d'ici six ans et créer 30 000 emplois dans les deux pays. Une fois opérationnel, il transportera plus de 10 millions de passagers par an. Les dirigeants ont assisté à la signature de l'accord au palais Al-Yamamah à Riyad, où ils ont également coprésidé la huitième session du Conseil de coordination qatari-

saoudien. L'accord a été signé par le ministre saoudien des Transports et des Services logistiques, Saleh Al-Jasser, et par le ministre qatari des Transports, cheikh Mohammed ben Abdulla ben Mohammed Al-Thani. Il est considéré comme une étape stratégique visant à renforcer la coopération, l'intégration développementale et le développement durable, et à démontrer un engagement commun en faveur de la prospérité régionale. La ligne à grande vitesse s'étendra sur 785 km et accueillera des trains capables de dépasser les 300 km/h. Plusieurs arrêts sont prévus entre les deux aéroports, notamment à Hofuf et Dammam. Le service devrait considérablement améliorer les déplacements ferroviaires dans la région et stimuler le commerce ainsi que le tourisme. Le bénéfice économique pour les deux pays est estimé à 115 milliards de riyals saoudiens (30,6 milliards de dollars).

Conçue avec des technologies de pointe et une ingénierie intelligente, la ligne contribuera également à la durabilité environnementale en réduisant les émissions de carbone et en soutenant la transition vers des modes de transport plus efficaces et innovants. Elle constitue l'un des projets clés soutenant le développement régional et renforçant la connectivité ainsi que l'intégration au sein des pays du Conseil de coopération du Golfe. Au cours de la réunion du conseil, les deux parties ont souligné la solidité de leurs liens économiques, avec un commerce bilatéral en 2024 en hausse de 634 % depuis 2021, à 930,3 millions de dollars (hors ré-exportations). Le cheikh Tamim était accompagné lors des discussions par le Premier ministre, cheikh Mohammed ben Abdulrahman ben Jassim Al-Thani, ainsi que par d'autres hauts responsables.

MAURITANIE

Le gouvernement rend accessibles 30 000 textes juridiques en ligne

La Mauritanie accélère la transformation numérique de l'administration en déployant plusieurs plateformes destinées à simplifier l'accès aux services publics. Ces outils facilitent la consultation des informations, la gestion des démarches administratives et l'accès aux services essentiels. Le gouvernement mauritanien a inauguré le lundi 24 novembre un portail numérique dédié au Journal Officiel, désormais accessible gratuitement au public. L'initiative vise à moderniser l'accès aux textes juridiques, à renforcer la transparence de l'information publique et à faciliter la consultation des lois en vigueur, regroupant plus de 30 000 textes législatifs et réglementaires authentifiés. Ce nouveau portail centralise toutes les éditions du Journal Offi-

ciel depuis 1959, ainsi qu'une sélection de lois, décrets, conventions internationales et autres textes réglementaires. Disponible en arabe et en français, il intègre un moteur de recherche avancé permettant aux professionnels du droit, investisseurs, chercheurs, administrations et citoyens d'accéder rapidement aux versions authentifiées et mises à jour. Le Journal Officiel constitue la principale source légale attestant de l'existence, de l'entrée en vigueur et de l'authenticité des textes publiés par l'État. Sa numérisation répond à un besoin croissant de moderniser les procédures, de réduire les délais de diffusion et de favoriser un accès simplifié au droit dans un contexte de transformation numérique accélérée.

Le projet s'inscrit dans le Programme régional d'intégration numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP – Mauritanie), financé par la Banque mondiale, qui vise à soutenir la modernisation administrative du pays. Le projet comprend également un programme de formation destiné aux cadres du Secrétariat général du gouvernement, incluant l'archivage numérique, la gestion des bases de données juridiques et la mise à jour des codes, afin de garantir la fiabilité et la pérennité de la plateforme. Outre la numérisation du Journal Officiel, le WARDIP prévoit la mise en place d'un référentiel d'interopérabilité des services publics, le développement d'un cloud gouvernemental, l'amélioration de l'accès au haut débit, ainsi qu'un appui à

l'innovation et aux start-up. Ces actions visent à créer un environnement propice à la numérisation des services publics et au développement économique. L'ouverture du portail du Journal Officiel devrait permettre d'améliorer l'accès au droit pour les citoyens et les juridictions, de renforcer la transparence de l'action publique, de sécuriser l'environnement réglementaire des investisseurs et de consolider l'État de droit. En offrant un dépôt juridique complet de plus de 30 000 textes authentifiés couvrant plus de six décennies, cette plateforme constitue une étape majeure dans la modernisation du système juridique mauritanien et dans l'alignement du pays sur les meilleures pratiques internationales en matière de gouvernance numérique.

ÉGYPTE

Scatec ouvre le capital du projet solaire Obelisk à Norfund et EDF Power Solutions

D'une capacité prévue de 1,1 GW de solaire photovoltaïque et 100 MW/200 MWh de stockage, Obelisk est entré en phase de construction en mai 2025 et vendra son électricité à l'Egyptian Electricity Transmission Company dans le cadre d'un contrat d'achat de 25 ans libellé en dollars américains et garanti par l'État. Le norvégien Scatec a annoncé le lundi 8 décembre avoir signé des accords d'actionnaires avec l'institution norvégienne Norfund et le développeur de projets d'énergies renouvelables EDF Power Solutions pour un partenariat dans le projet hybride Obelisk en

Égypte. La transaction prévoit que Norfund détiendra 25 % de la société holding du projet, tandis que Scatec en conservera 75 %. EDF Power Solutions prendra 20 % de la société d'exploitation, ce qui porte l'intérêt économique total de Scatec et de Norfund à respectivement 60 % et 20 %. « Nous sommes très heureux de poursuivre nos précieuses collaborations avec Norfund et EDF Power Solutions à travers ces partenariats. Obelisk est le plus grand projet de Scatec à entrer en construction à ce jour. Il combine l'énergie solaire et les batteries pour fournir une énergie renouvelable stable

et compétitive afin de répondre à la demande croissante en électricité et à la transition énergétique de l'Égypte », déclare Terje Pilskog, PDG de Scatec. Scatec a également indiqué qu'elle conservera le contrôle économique de la centrale, tout en précisant être en discussions avancées avec d'autres partenaires en vue de réduire davantage sa participation économique. L'ouverture du capital fait écho à la structuration financière finalisée en juin 2025, lorsque Scatec avait levé 479,1 millions USD de dette sans recours pour Obelisk, soit environ 81 % du coût total estimé à 590 millions

USD. La BERD, la BAD et British International Investment figurent parmi les bailleurs impliqués, tandis qu'un prêt relais de 120 millions USD avait permis de différer l'apport en capital du développeur. Avec l'arrivée de nouveaux actionnaires et un montage financier déjà consolidé, Obelisk avance donc dans sa mise en œuvre. Le projet soutient les objectifs de l'Égypte en matière d'énergies renouvelables, et consolide par ailleurs la présence du norvégien en Afrique, quelques jours après la mise en service de 273 MW de capacités solaires en Afrique du Sud.

CAFÉ

Les exportations africaines franchissent le cap du million de tonnes en 2024/2025, un record

Le café est l'une des principales matières premières agricoles exportées d'Afrique, avec le cacao, le coton ou encore l'anacarde. Le continent poursuit sa percée sur le marché international, stimulé par une envolée des prix qui se maintiennent à des niveaux élevés depuis 2024.

Les pays africains ont placé 19,69 millions de sacs de café, soit 1,18 million de tonnes (1 sac = 60 kg) sur le marché international au terme de la saison 2024/2025. C'est ce que révèlent les données compilées par l'Organisation internationale du café (ICO) dans son rapport mensuel sur le marché de la fève, publié le mercredi 10 novembre 2025. Le stock annoncé traduit une progression de 18,6 % en glissement annuel, et marque une deuxième année de hausse consécutive. C'est en outre la première fois que les exportations africaines de café franchissent la barre du million de tonnes. Pour expliquer cette performance historique, l'ICO met en avant l'effet combiné de la bonne récolte dans les principaux pays producteurs qui a permis d'augmenter les volumes exportables, les prix élevés du café sur les principales places boursières, et « la libération de volumes de stocks plus élevés qu'à l'ordinaire ». Dans

le détail, l'Éthiopie et l'Ouganda ont été les principaux contributeurs à la croissance des flux, leurs exportations ayant augmenté respectivement de 27,3 % à 442 200 tonnes et de 29,6 % à 495 600 tonnes. Ces pays d'Afrique de l'Est représentent à eux deux près de 80 % des exportations africaines sur la période considérée. « La récolte de l'Éthiopie pour l'année caféière 2024/25 est estimée à 9,91 millions de sacs, tandis que celle de l'Ouganda s'élève à 7,05 millions de sacs », poursuit l'organisation, qui informe que la production africaine totale de café a augmenté de 7,6 % à 22,78 millions de sacs durant l'exercice. En ce qui concerne les prix sur le marché international, les données compilées sur l'Intercontinental Exchange (ICE) montrent que les cours du café arabica ont globalement augmenté de 51 % à New York, clôturant à 8,26 \$/kg au 30 septembre 2025 contre 5,48 \$/kg le 1er Avec 11,6 % des expéditions mondiales,

la part des pays africains demeure encore limitée dans le commerce international. Toutefois, plusieurs facteurs laissent entrevoir un renforcement de leur poids au cours des prochaines années. Lors du 3^e Sommet du G25 africain du café tenu en février dernier à Dar es-Salaam en Tanzanie, les pays producteurs ont pris l'engagement collectif de porter la part du continent à 20 % de la production mondiale d'ici 2030, contre seulement 11 % aujourd'hui. Parallèlement, certains pays accélèrent sur leurs propres plans de développement. En avril 2025, la Tanzanie, 3^e exportateur africain derrière l'Ouganda et l'Éthiopie, a par exemple lancé l'élaboration d'une stratégie pour quadrupler sa production d'ici 2030. Plus récemment en octobre 2025, le Kenya a annoncé la digitalisation des enchères de café, une initiative destinée à soutenir son plan national qui prévoit de tripler la production au cours des trois prochaines années.

KENYA

L'autoroute Ngong - Suswa sur le point d'être ouverte, après des années de retards

Bientôt achevée après plusieurs années de retard, l'autoroute Ngong - Suswa donne au Kenya un nouveau corridor stratégique pour désengorger la route Nairobi - Mai Mahiu. Elle illustre aussi l'orientation progressive de l'État vers des mécanismes de financement

innovants pour relancer les projets en souffrance. Au Kenya, l'autoroute Ngong - Suswa (70 km) est bientôt achevée, marquant l'achèvement d'un projet lancé en 2018 pour une durée contractuelle de 42 mois, mais qui aura finalement eu plusieurs années de retard, principale-

ment en raison de difficultés de financement. L'axe dont le coût s'élève à 4 milliards de shillings kenyans (environ 31 millions USD) relie Nairobi à la localité de Ngong, au sud-ouest de la capitale, avant de rejoindre Suswa. Il constitue un corridor alternatif stratégique des-

tiné à soulager la pression sur les routes très fréquentées Nairobi - Mai Mahiu et Narok. Le corridor Nairobi - Mai Mahiu est l'un des plus saturés du pays, notamment du fait du trafic intense de camions et de passagers, source de congestion et d'accidents fréquents.

TOGO/BÉNIN/CÔTE D'IVOIRE

Actions concertées pour sécuriser le gaz régional

Face à la hausse de la demande énergétique et aux tensions sur les importations de gaz, plusieurs pays ouest-africains s'emploient à fiabiliser leurs approvisionnements et à renforcer la résilience de leurs systèmes nationaux. Réunis à Abidjan dimanche 7 décembre 2025, les ministres en charge de l'Énergie de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin ont acté la création d'un cadre tripartite destiné à sécuriser l'approvisionnement régional en gaz naturel. La rencontre, appuyée par le groupe de la Banque mondiale, vient répondre à un défi énergétique commun aux trois pays côtiers dont la production électrique dépend de plus en plus du gaz. C'est notamment le cas du Togo, représenté à ces travaux par le ministre Robert Koffi Eklo. Le pays fait face à une pression croissante sur son approvision-

nement énergétique, avec des coûts de production élevés liés à l'usage de combustibles liquides. Le ministre a rappelé l'importance d'une coopération élargie et évoqué la création, à terme, d'une institution régionale du gaz sur le modèle du WAPP pour l'électricité. Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana, a souligné l'intérêt d'une coordination régionale pour renforcer la crédibilité de la demande et améliorer les conditions de négociation avec les fournisseurs internationaux. L'institution se dit prête à accompagner les trois États, notamment via l'IFC et la MIGA. La déclaration finale prévoit trois axes prioritaires, à savoir mutualiser l'importation de GNL, créer sous un mois un groupe de travail technique chargé d'étudier le modèle opérationnel, puis

structurer un projet jugé bancable avec l'appui de la Banque mondiale. L'objectif est de réduire les coûts, améliorer la sécurité d'approvisionnement et soutenir la transition vers des sources moins polluantes. Notons que la nouvelle dynamique ainsi engagée s'inscrit dans un contexte où la Côte d'Ivoire renforce rapidement son potentiel gazier, avec d'importantes ressources avérées. Le gisement Baleine (qui contient environ 3,3 trillions de pieds cubes de gaz), entré en production en 2023, alimente déjà des centrales électriques nationales. Une nouvelle phase d'exploration a démarré il y a quelques mois avec le navire de forage Deepwater Skyros, chargé de forer trois puits supplémentaires dans les zones Civate, Calao et Caracal.

SÉNÉGAL

2026, année décisive pour la construction de la mine d'or Diamba Sud

Fortuna Mining exploite actuellement une seule mine d'or en Afrique de l'Ouest, en l'occurrence Séguéla en Côte d'Ivoire. La compagnie canadienne veut ouvrir une deuxième mine au Sénégal d'ici 2028, mais doit pour cela franchir plusieurs étapes dans les mois à venir. Fortuna Mining a réaffirmé lundi 8 décembre son intention de prendre au deuxième trimestre 2026 une décision concernant la construction de la mine d'or Diamba Sud au Sénégal. Pour la compagnie canadienne, les mois à venir seront cruciaux dans ses ambitions de doter le pays de la Teranga de sa prochaine mine d'or. Dans son communiqué, Fortuna indique avoir enregistré de nouveaux succès dans son programme de forage mené à Southern Arc, l'un des gisements du projet Diamba Sud. Les travaux ont permis d'intercepter jusqu'à 6,8 g/t d'or sur une largeur de 35,5 mètres à partir de 48,6 mètres de profondeur ou encore 4,5 g/t d'or sur une largeur de 5,6 mètres à partir de 146 mètres. Selon Paul Weedon, vice-président chargé de l'exploration, ces résultats seront intégrés à une estimation actualisée des ressources minérales du projet, prévue au premier trimestre 2026. Selon l'évaluation économique préliminaire publiée en octobre dernier, Diamba Sud peut livrer 840 000 onces d'or sur une durée de vie de 8,1 ans. Cette prévision s'appuie néanmoins sur des ressources minérales indiquées et inférées, deux catégories jugées « trop spéculatives » en matière d'estimation du potentiel minéral d'un gisement. Les travaux de forage en cours ont donc pour but d'améliorer le degré de fiabilité de l'estimation. Cela permettra de finaliser une étude de faisabilité pour le projet au deuxième trimestre 2026, période au cours de laquelle Fortuna espère aussi sécuriser le permis minier. Avec cette approbation du gouvernement sénégalais et les indications plus précises sur la production d'or attendue à la mine, ou encore sur l'investissement nécessaire aux travaux, la compagnie serait alors bien placée pour mettre en service la mine au deuxième trimestre 2028. Fortuna n'a toutefois pas indiqué comment le financement serait mobilisé, qu'il s'agisse des revenus tirés de ses opérations actuelles, de la dette ou d'un mélange des deux. Quoi qu'il en soit, la compagnie canadienne peut compter sur un contexte favorable sur le marché international, avec des prix de l'or qui ont battu plusieurs records cette année. Alors que le métal jaune se négocie actuellement à environ 4 200 dollars l'once, la Banque mondiale ne prévoit pas de baisse des prix avant 2027.

MARCHÉS EN ASIE

Bourses en berne, la prudence domine avant la Fed

Les Bourses asiatiques s'affichent en berne mardi, dans l'attente de la réunion de la banque centrale américaine (Fed) qui pourrait baisser ses taux et donner plus de visibilité sur sa trajectoire monétaire, la dette nippone restant de son côté sous la pression des investisseurs.

La Bourse de Tokyo vers 02H30 GMT, l'indice phare Nikkei prenait 0,21% à 50.688 points et l'indice élargi Topix était à l'équilibre (+0,04% à 3.385 points). La Bourse de Séoul lâchait 0,61%, Sydney perdait 0,26% et Taipei 0,24%, l'indice hongkongais Hang Seng abandonnant 0,81%. La frilosité des places asiatiques fait suite à un repli de Wall Street, dans des marchés suspendus à la réunion de la Fed mercredi.

«Les marchés commençant à intégrer les risques liés à la décision imminente de la Réserve fédérale» et prennent leurs précautions, explique Kyle Rodda, du courtier Capital.com. Si une baisse des taux est presque unanimement attendue, «des détails importants pourraient générer de la volatilité et compromettre l'habituel rebond boursier d'avant Noël», souligne-t-il, évoquant de possibles dissensions au sein du comité de la Fed et d'éventuels avertissements sur les décisions à venir.

«La perspective d'un monde où, globalement et en moyenne, les taux d'intérêt seront plus élevés que bas au cours de l'année à venir est également envisagée

par les acteurs du marché», rappelle M. Rodda, évoquant notamment les anticipations d'une hausse des taux de la Banque du Japon (BoJ) la semaine prochaine.

«Si la hausse des taux d'intérêt n'a pas encore provoqué de repli significatif des actions japonaises, la nervosité devrait persister, les investisseurs anticipant une nouvelle augmentation des taux» de la BoJ, abondent les analystes de Tokai Tokyo Intelligence.

Sur-place du dollar

L'attentisme domine aussi le marché des changes: le billet vert se stabilisait à 155,90 yens pour un dollar vers 02H50 GMT. «Le dollar va évoluer dans une fourchette étroite avant la réunion de la Fed», après avoir «fait largement du sur-place lundi», estiment les experts de Standard Chartered.

L'attention des cambistes «se concentrera sur les projections de taux actualisés diffusées par (la Fed), les prévisions économiques révisées, et les commentaires du président de la Fed», notent-ils. L'or, valeur refuge, était également

stable à 4.192 dollars l'once, tandis que le bitcoin se repliait de 1,4%.

Dette japonaise toujours sous pression

Nouveaux records pour les obligations souveraines nippones: le rendement des titres à échéance dix ans a grimpé tard lundi à son plus haut niveau depuis 19 ans. Les taux à 30 ans avaient atteint un sommet historique la semaine dernière, signe d'une prudence accrue des investisseurs. Alors que Tokyo prépare de nouvelles émissions massives de dette pour financer un plan de relance, au risque d'aviver les inquiétudes sur son endettement et sa discipline budgétaire, les spéculations sur la BoJ ont fait grimper à nouveau les taux obligataires nippons. La ministre japonaise des Finances, Satsuki Katayama, a déclaré «suivre de près» les tendances du mar-

ché obligataire, selon Bloomberg. «Les rendements des obligations d'Etat japonaises ont fortement augmenté et cette volatilité pourrait se poursuivre compte tenu des incertitudes pesant sur l'orientation de la politique budgétaire nationale», souligne Michael Wan, de la banque MUFG. Les investisseurs restent aussi en quête d'indices sur la Banque du Japon et sa future décision de politique monétaire, ajoute-t-il.

Repli du pétrole

Le marché pétrolier creuse ses pertes, entre discussions pour résoudre la guerre en Ukraine et craintes de surplus de l'offre d'or noir. Vers 03H00 GMT, le baril de WTI nord-américain cédait 0,24% à 58,74 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,18% à 62,38 dollars.

BOURSE ZURICH

Hésitante avant la Fed

La Bourse suisse a ouvert mardi sur une note contrastée, dans le sillage d'un accès de faiblesse de la place new-yorkaise.

"Les investisseurs opéreront plutôt pour la prudence dans l'attente de l'issue mercredi de la réunion de politique monétaire de la Banque centrale US," résume Raiffeisen dans un commentaire matinal. A la tête de l'institut d'émission, Jérôme Powell pourrait bien signaler d'importants obstacles à de futures baisses de taux, considère la coopérative bancaire saint-galloise.

En Suisse, les géants pharmaceutiques animaient quelque peu l'actualité des entreprises, dans un agenda sinon bien peu fourni.

A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) grapillait 0,01% à 12'982,92 points, tandis que le Swiss Leader Index (SLI) et le Swiss Performance Index (SPI) s'étiolaient de respectivement 0,04% à 2101,39 points et 0,03% à 17'828,11 points. Sur les trente valeurs vedettes, 17 progressaient, douze reculaient et Givaudan tergiversait.

Le géant de la souris Logitech (+1,3%) menait le bal, devant le laboratoire cosmétique et dermatologique Galderma (+1,2%) et Zurich Insurance (+1,0%), sans indications particulières.

Modeste soutien des poids lourds pharma

Le mastodonte pharmaceutique et du diagnostic Roche (+0,2%) a décroché une extension d'indication en Europe pour son Gazyva, désormais homologué contre la néphrite lupique. Il a dans la foulée lancé sur le Vieux continent aussi un nouveau tests d'identification d'inflammations vaginales.

Son concurrent et voisin Novartis (+0,2%) aurait selon Bloomberg conclu un partenariat de recherche avec la jeune pousse britannique Relation Therapeutics, active dans l'intelligence artificielle.

Le colosse du béton Holcim (-0,08%) ne profitait guère d'un relèvement de son objectif de cours de la part de Goldman Sachs.

Swiss Re (-1,7%) ne convainc désormais plus ni Citigroup, ni Berenberg, ni Oddo BHF, qui ont toutes trois retiré leurs recommandation à l'achat du titre du réassureur au profit d'appréciations neutres, invoquant des ambitions à moyen terme par trop timorées.

Le bon Lindt&Sprüngli s'appréciait de 0,1% après un relèvement de l'objectif de cours pour la nominative par Kepler Cheuvreux.

EN ATTENDANT LA FED

Statu quo à la Bourse de Paris

La Bourse de Paris était stable mardi, dans l'attente de la décision de la banque centrale américaine (Fed) mercredi soir, les investisseurs espérant une baisse des taux mais restent incertains de leur trajectoire en 2026.

L'indice vedette CAC 40 reculait de 8,13 points, pour s'établir à 8.100,30 points (-0,10%) vers 10H10. La veille, le CAC 40 a terminé en repli de 6,31 points (-0,08%), à 8.108,43 points, à l'issue d'une séance déjà attentiste.

"Les acteurs du marché attendent

avec impatience la décision de demain sur les taux d'intérêt aux États-Unis et, plus encore, les déclarations du président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell", commente Andreas Lipkow, analyste indépendant.

Selon l'outil de veille CME Fed-Watch, les investisseurs anticipent massivement une nouvelle baisse des taux, qui les ramènerait dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75%.

"Toutefois, ce qui se passera ensuite fait débat. Le comité monétaire de la

Fed est divisé", note Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank.

Trois camps se dessinent: les partisans d'un statu quo, ceux qui ont laissé planer le doute et les défenseurs d'un desserrement monétaire.

"Certains membres craignent que l'inflation liée aux droits de douane ne compense pas les forces désinflationnistes et plaident pour la prudence", poursuit-elle.

A l'agenda de la séance, côté indicateurs, le marché gardera un œil sur la publication du rapport JOLTS (à 16H00, heure de Paris) concernant

les offres d'emploi en octobre, des données retardées à cause de la longue paralysie budgétaire ("shutdown") qui a touché les Etats-Unis du 1er octobre au 12 novembre.

La politique française sera également suivie pour l'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026, dont le scrutin s'annonce très serré.

Le gouvernement ne cesse d'avertir que si aucun texte n'est adopté, le déficit de la Sécurité Sociale flamberait à 30 milliards d'euros en 2026, contre 23 en 2025.

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt français à 10 ans restait tendu depuis lundi, à 3,58% vers 10H15, contre 3,52% à la clôture vendredi.

L'action Air France-KLM dévissait de 8,88% à la Bourse de Paris après une annonce du groupe de transport maritime CMA CGM, qui souhaite lever environ 325 millions d'euros avec une émission de dette à échéance trois ans qu'il pourra rembourser avec ses actions du groupe aérien.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 08 Décembre 2025				
Valeur : 10 Décembre 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.8731	129.8881
1	EUR	EURO	151.5229	151.5534
1	GBP	POUND STERLING	173.1180	173.1841
100	JPY	JAPANESE YEN	83.6219	83.6584
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3704	18.3746
1	CHF	SWISS FRANC	161.6342	161.7133
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.9952	94.0264
1	DKK	DANISH KRONE	20.2765	20.2795
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8226	13.8263
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8547	12.8589
1	AED	UAE DIRHAM	35.3569	35.3687
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5978	34.6055
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.0394	423.2261
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0123	44.4547
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0656	14.0672
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8317	23.9540
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2640	3.2742
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1018	177.1018

DUREMENT TOUCHÉS PAR LES DROITS DE DOUANE

Les agriculteurs américains vont bénéficier d'un plan d'aide de 12 milliards \$

Le président américain a annoncé le déblocage de 12 milliards de dollars pour aider les agriculteurs américains – une part importante de son électorat – en difficulté en raison de la mise en place des droits de douane.

Donald Trump a annoncé lundi un plan d'aide de douze milliards de dollars pour soutenir les agriculteurs américains, un électorat clé frappé de plein fouet par la guerre commerciale déclenchée par le président américain. "Nous allons prendre une petite partie des centaines de milliards de dollars que nous recevons grâce aux droits de douane pour la donner à nos agriculteurs et leur offrir un soutien économique", a déclaré Donald Trump lors d'une table ronde à la Maison Blanche, avec à ses côtés le secrétaire au Trésor Scott Bessent et la ministre de l'Agriculture Brooke Rollins. Nombre d'agriculteurs américains, base politique d'importance pour le milliaire américain, ont été directement tou-

chés par sa politique protectionniste avec la chute des achats chinois de soja américain, mesure de rétorsion décidée par Pékin face aux nouveaux droits de douane américains. En renforçant la trésorerie des agriculteurs américains, le plan dévoilé lundi doit leur permettre d'"améliorer leur sécurité" financière en attendant notamment que les accords commerciaux "ouvrent de nouveaux marchés", selon la porte-parole adjointe de la Maison Blanche, Anna Kelly, dans une déclaration transmise à l'AFP. L'essentiel du plan - 11 milliards sur 12 - va être déboursé en un seul versement aux agriculteurs qui mènent des cultures. Il doit aussi leur permettre de financer leurs

semis pour l'année prochaine. La ministre de l'Agriculture en a profité pour annoncer la levée de "restrictions environnementales" qui visaient jusqu'ici les constructeurs d'équipements agricoles, des régulations qui, selon elle, "ne servaient à rien si ce n'est rendre les équipements nettement plus chers et plus difficiles à utiliser". En échange de cette réforme, le gouvernement attend des fabricants qu'ils "abaissent leur prix", a prévenu Brooke Rollins. Autant d'éléments qui, avec les accords commerciaux signés ou espérés, doivent permettre de soutenir l'agriculture américaine l'année prochaine, a assuré le président américain.

DÉSACCORD SUR LE PARTAGE DE L'EAU

Trump menace le Mexique d'augmenter les droits de douane

Invoquant l'accord de 1944 sur le partage de l'eau des rivières qui traversent la frontière commune entre les deux pays, Donald Trump a exhorté le Mexique de fournir près de 250 millions de mètres cubes aux États-Unis d'ici la fin de l'année. Donald Trump a menacé lundi d'augmenter les droits de douane visant les produits mexicains si Mexico ne fournissait pas plus d'eau aux États-Unis, en vertu d'un traité de partage entre les deux pays. "Le Mexique continue de violer notre traité global sur l'eau", a écrit le président américain sur sa plateforme Truth Social,

exhortant le pays voisin à fournir près de 250 millions de mètres cubes aux États-Unis d'ici la fin de l'année, ou une surtaxe additionnelle de 5% sera appliquée aux produits mexicains. L'accord a été signé en 1944 pour partager l'eau des rivières qui traversent la frontière commune aux deux pays, longue d'environ 3.150 kilomètres. Le traité oblige les États-Unis à fournir chaque année 1,85 milliard de mètres cubes d'eau du fleuve Colorado (ouest) et le Mexique 432 millions de mètres cubes du Rio Bravo (est), appelé Rio Grande par les Américains. Mais le Mexique est large-

ment en retard sur ses engagements et a cumulé un déficit de plus d'un milliard de mètres cubes sur les cinq dernières années, accuse Washington. "Cette violation nuit gravement à nos belles récoltes et à notre bétail au Texas", a écrit lundi Donald Trump. Il a aussi dénoncé une situation "très injuste pour nos agriculteurs américains qui ont grand besoin de cette eau", quelques heures après avoir dévoilé un plan d'aide de 12 milliards de dollars pour les cultivateurs des États-Unis qui souffrent de sa politique protectionniste. Cette nouvelle menace douanière in-

tervient après plusieurs entretiens ces dernières semaines entre le président américain et son homologue mexicaine, Claudia Sheinbaum. Claudia Sheinbaum a jusqu'à présent réussi à convaincre Donald Trump de ne pas imposer une taxe généralisée sur les exportations mexicaines, qui sont destinées à plus de 80% aux États-Unis. En échange, son gouvernement a déployé des militaires à la frontière commune et a multiplié les arrestations pour freiner le trafic de drogue vers les États-Unis.

PAKISTAN

Le FMI débloque 1,2 milliard de dollars

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé lundi avoir débloqué 1,2 milliard de dollars à destination du Pakistan dans le cadre de ses programmes d'aide en soutien au pays d'Asie centrale, reconnaissant les efforts du gouvernement en terme de réformes macroéconomiques. Ce nouveau versement, effectif après l'approbation du conseil d'administration du Fonds, va porter à 3,3 milliards le montant

total d'ores et déjà déboursé en faveur du Pakistan. Il est réalisé dans le cadre de deux programmes distincts, la Facilité de fonds étendue (EFF), qui vise à apporter un soutien financier aux réformes réalisées par les Etats, et le Fonds pour la résilience et la soutenabilité (RSF), qui permet cette fois aux pays de financer les transformations nécessaires afin de réduire les effets du réchauffement climatique, avec une maturité

plus longue et une période de grâce. Selon le directeur général adjoint du Fonds, Nigel Clarke, cité dans le communiqué, "la mise en place des réformes du Pakistan a aidé à préserver la stabilité macroéconomique en dépit des récents chocs" l'ayant touché. M. Clarke fait en particulier référence aux inondations qui ont frappé l'ensemble de la région en septembre dernier.

ITALIE

Croissance minimale et faible demande

La semaine économique dresse le portrait d'un pays qui progresse lentement dans un contexte européen fragile. Comptes économiques trimestriels de l'Istat certifier une augmentation au troisième trimestre PIB de 0,1% de façon cyclique et 0,6% Sur une base annuelle : des chiffres modestes, mais meilleurs que les estimations initiales. La dynamique interne évolue en harmonie avec la dynamique européenne, où laEurozone HCOB PMI* cela indique un affaiblissement de la production manufacturière et une demande à nouveau en difficulté, les principales économies

continentales retournant en récession industrielle. Dans ce contexte, la performance italienne apparaît moins négative que prévu : PMI manufacturier italien sel a 50,6, le niveau le plus élevé depuis mars 2023, signalant une légère expansion de l'activité. Le chiffre d'affaires est également en hausse : deuxième Istat+2,1 % en valeur pour l'industrie en septembre et +1,8 % pour les services. cependant, le commerce international n'offre pas de soutien L'exportations extra-UE d'octobre tombe -3,7%, freinés notamment par

l'énergie et les biens d'équipement. Le pays évolue donc sur un terrain inégal : certains secteurs se redressent, d'autres montrent des signes de ralentissement. Faible inflation, confiance en berne : les consommateurs se montrent sélectifs et prudents. L'inflation reste contenue : l'indice Istat archives +1,2% par an en novembre. Mais la météo n'est pas favorable. climat de confiance des consommateurs Mesurée par l'Istat, la baisse passe de 97,6 à 95,0, avec une détérioration généralisée, notamment en ce qui concerne les perspectives d'avenir.

Cette prudence est confirmée dans la région. L'enquête « Stress économique, psychologie et éthique de la consommation » par Confindustria Piacenza – Recherche de formats constate qu'au cours des douze derniers mois, la majorité a modifié ses habitudes : 23,6% il a réduit ses achats, 20% optez pour des produits moins chers, 18% Reportez ce qui n'est pas urgent. Pourtant, certaines dynamiques saisonnières continuent d'opérer : selon Confindustria Roma – Recherche de formats, le 70% Les Romains participeront au Black Friday, devenu un rituel en prévision des achats de Noël.

PLUS DE 25 MILLIONS DE NUITÉES CET ÉTÉ

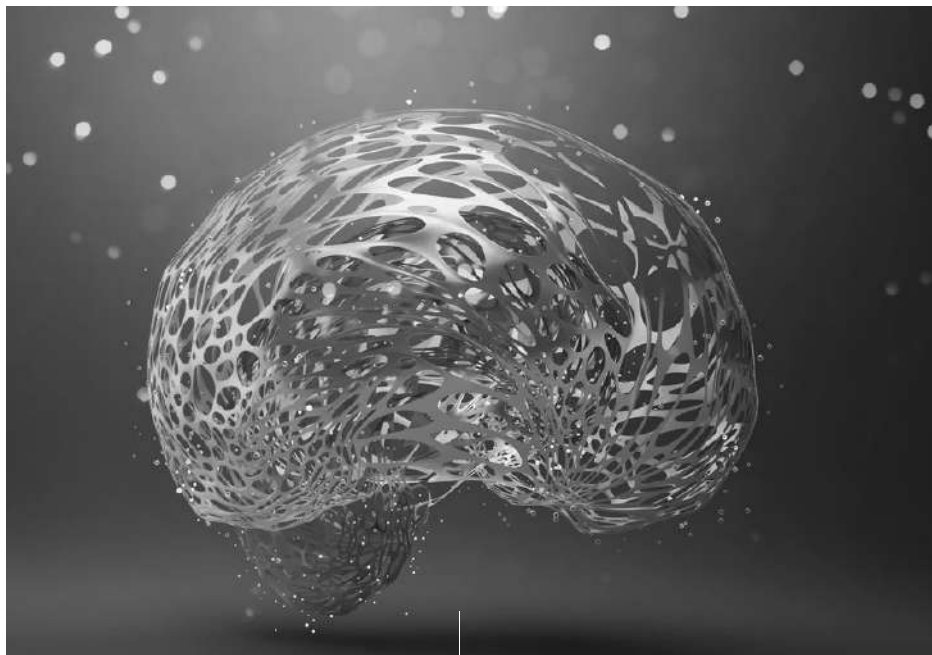
Avec un afflux de clients étrangers, l'hôtellerie suisse bat encore un record

Visiteurs américains ou européens ont généré plus de la moitié de ces nuitées. Les étés caniculaires dopent l'intérêt pour les Alpes suisses. L'hôtellerie suisse a battu des records de fréquentation pour la troisième saison estivale d'affilée, dopée par les vacanciers américains venus profiter des Alpes, selon les relevés de l'office fédéral de la statistique (OFS) publiés lundi. L'hôtellerie helvète a «pour la première fois franchi la barre des 25 millions de nuitées», battant ses records des deux étés précédents, a indiqué l'OFS dans un communiqué. Malgré la fermeté du franc suisse, les établissements hôteliers helvètes ont comptabilisé près de 25,1 millions de nuitées durant la saison estivale (qui s'étend de mai à octobre), en hausse de 2,6% par rapport à la même période un an plus tôt, détaille le communiqué. Les touristes étrangers ont généré 13,4 millions de nuitées (+2,4%), soit le «meilleur résultat depuis plusieurs décennies», contre 11,7 millions auprès de vacanciers suisses restés au pays pendant l'été, en hausse de 2,8%. L'intérêt des Américains La demande étrangère a été dopée par les vacanciers venus du continent américain, en particulier des États-Unis qui ont généré à eux seuls 2,5 millions de nuitées (+3,1%), au plus haut niveau «depuis 1985», souligne l'OFS. L'hôtellerie suisse a également été portée par l'afflux de touristes européens en quête de fraîcheur, en hausse de 3,8%. Les nuitées ont en revanche reculé auprès de la clientèle des Pays du Golfe (-3%), d'Inde (-2,6%) et de Corée du Sud (-11,7%). L'OFS note également que la demande s'est redressée auprès de la clientèle chinoise, en hausse de 11,1% par rapport à l'été 2024, mais n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant-pandémie. Les nuitées auprès de la clientèle chinoise sont toujours inférieures de 42,8% par rapport à l'été 2019, avant que le Covid-19 ne perturbe les flux touristiques.

UN EXPLOIT INÉDIT EN BIOMÉDECINE

Des scientifiques créent le premier «cerveau» entièrement synthétique

Il serait plus juste de parler de tissu cérébral fonctionnel plutôt que d'un « cerveau », mais ce minuscule labyrinthe de polymère n'en demeure pas moins un bouleversement pour la recherche biomédicale. Grâce à cette avancée, nous pourrions, à terme, mettre fin à l'expérimentation animale et créer de véritables modèles personnalisés des maladies affectant le cerveau : des tissus reproduisant l'activité neuronale propre à un individu, et offrant un terrain d'essai bien plus fidèle pour les traitements ciblés.



C'est dans les laboratoires de l'Université de Californie à Riverside que cette équipe de bio-ingénieurs a réussi à lui donner naissance, sans avoir à utiliser la moindre molécule organique. Aucune des substances typiquement nécessaires pour ce genre de projet n'a été utilisée : collagène, laminine, gélatine ou revêtements biologiques à base de protéines animales. Sa structure est synthétique de A à Z et a été conçue pour imiter, à petite échelle, l'organisation du cortex (couche externe mince et plissée présente à la surface du cerveau humain et des mammifères).

L'idée derrière ce projet est de créer un environnement d'expérimentation complètement contrôlable afin de permettre de modéliser fidèlement certaines maladies neurologiques (maladie d'Alzheimer, Parkinson, cancers cérébraux, etc.) ou de prédire les effets de certains traitements thérapeutiques.

Ce, sans avoir recours aux modèles animaux, qui restent encore aujourd'hui majoritaires dans ce domaine.

Aujourd'hui encore, nombre d'études reposent sur des modèles animaux (dits murins), alors que leurs cerveaux diffèrent profondément du nôtre. Alignés sur les efforts de la FDA américaine qui encourage ce genre d'alternatives, ces chercheurs espèrent un jour délaisser ce protocole de recherche, standardisé depuis le début des années 1900.

Quatre années de travail ont été nécessaires pour aboutir à ce « mini-cer-

veau », qui a fait l'objet d'une publication le 1er octobre dans la revue *Advanced Functional Materials*.

Un matériau totalement synthétique transformé en matrice « habitable » pour neurones

Le matériau premier de ce tissu est un polymère très peu cher à produire, dont nous faisons déjà de multiples usages : le polyéthylène glycol, ou PEG. Un matériau chimiquement neutre, que les cellules ne reconnaissent normalement pas du tout ; elles n'arrivent normalement pas à y adhérer ou à s'y reproduire. Quelques modifications lui ont ainsi été apportées pour qu'il devienne biocompatible.

Le PEG, d'abord sous forme liquide, a été mis en mouvement dans des capillaires de verre où ses différentes phases commencent à se séparer. Une impulsion lumineuse l'a alors solidifié instantanément, créant un réseau de pores reliés entre eux ; une structure dans laquelle les neurones peuvent s'installer. Une fois reliée à ce PEG modifié, les neurones ont pu croître et former des réseaux neuronaux vivants.

« Le matériau garantit que les cellules reçoivent tout ce dont elles ont besoin pour grandir, s'organiser et communiquer en structures proches du cerveau », explique Iman Noshadi professeur en bioingénierie et directeur du projet. Une fois installées dans cette matrice synthétique, les cellules cérébrales humaines peuvent produire une activité électrique, semblable à celle des caractéristiques biologiques du donneur. Cette similarité est le facteur le plus

important, car le tissu devient donc un modèle représentatif du patient, et les chercheurs pourraient alors observer l'effet d'un médicament sur une activité neuronale simulée, qui reproduit, à petite échelle, les particularités de son propre cerveau.

Construire un corps en laboratoire : le prochain chantier des chercheurs

Ce tissu n'est qu'un petit début (la structure atteint à peine deux mm de large), mais il prouve que les travaux de Noshadi et son équipe ont été dirigés dans la bonne direction. En ingénierie tissulaire, l'échelle millimétrique est considérée comme optimale pour tester la viabilité d'un organe synthétique, c'est avant tout un choix méthodologique. Une telle dimension est déjà considérable et jamais la biomédecine n'y était parvenue, encore moins concernant un tissu cérébral. Ils ne veulent pas s'arrêter en si bon chemin et sont déjà lancés dans un autre projet, et adapter cette même technique à d'autres tissus, notamment le foie. Un organe, lui aussi, très complexe à imiter synthétiquement notamment parce qu'il faut recréer la circulation sinusoidale qui permet aux cellules hépatiques de filtrer et métaboliser efficacement les molécules. L'équipe voit encore plus loin, puisqu'elle voudrait développer plusieurs tissus synthétiques capables d'échanger des molécules entre eux, comme le feraient de vrais organes. Une plateforme dotée de plusieurs organes synthétiques, reliés entre eux comme ils le sont dans un réel organisme, avec laquelle ils pourraient simuler des processus biologiques complexes : métabolisme d'un médicament, transmission d'une inflammation inter-organes, communication hormonale, perturbation du cycle de détoxification, etc. Un mini-organisme 100 % synthétique qui aiderait grandement la recherche préclinique, puisqu'il serait possible de développer des tests plus éthiques et en phase avec la physiologie humaine. Nous n'en sommes pas encore là, et on imagine sans peine le temps nécessaire à l'élaboration d'une telle plateforme. Si deux millimètres de tissu leur a demandé quatre ans de recherches et d'essais, il faudra sans doute envisager des cycles de développement de dix à quinze ans pour obtenir un résultat viable.

JENSEN HUANG (NVIDIA)
L'AFFIRME HAUT ET FORT

L'IA ne risque pas à l'avenir d'exterminer l'humanité



Le patron de NVIDIA Jensen Huang vient de passer dans le podcast de Joe Rogan. Ce qui lui a donné l'occasion de parler de l'avenir de l'IA, qu'il refuse à voir comme étant sombre. Jusqu'où ira l'IA ? Et si elle atteint ce fameux stade de la superintelligence, à partir duquel nous serions dépassés, ne risquerait-elle pas de devenir tout simplement le danger ultime pour la race humaine ? C'est une question qui se pose depuis l'émergence et les progrès des chatbots à la ChatGPT, et une question qui a été discutée par un des acteurs les plus importants du domaine : le patron de NVIDIA, Jensen Huang.

« L'apocalypse de l'IA n'aura jamais lieu » affirme Jensen Huang

Certains grand noms de l'IA comme Ilya Sutskever craignent les potentiels effets négatifs d'une superintelligence. Mais pas Jensen Huang. L'homme qui a sûrement le plus bénéficié de l'évolution de l'industrie ces trois dernières années vient de faire un passage dans le podcast de Joe Rogan, pour y notamment calmer certaines peurs. Alors que Joe Rogan lui a demandé s'il n'y avait pas de danger à ce que l'IA nous remplace un jour en tant qu'espèce dominante sur la planète, sur un modèle à la Terminator, Jensen Huang a été clair sur le sujet. « L'apocalypse de l'IA n'aura jamais lieu » a-t-il pu assurer.

90% du savoir devrait être généré par les IA dans les prochaines années

L'homme d'affaires ne croit ainsi pas que les intelligences artificielles vont un jour dépasser l'humain. Pour lui, l'humain ne sera pas capable de mettre au monde un outil qui lui soit supérieur, il sera simplement capable de créer des IA à son image.

« Je crois qu'il est possible de créer une machine qui imite l'intelligence humaine et qui soit capable de comprendre des informations, de comprendre des instructions, de décomposer un problème, de résoudre des problèmes et d'effectuer des tâches » a-t-il résumé.

Par contre, si l'IA ne devrait pas nous marcher dessus, elle devrait rapidement devenir un assistant indispensable à la marche en avant de l'humanité – une prothèse dont on ne pourra plus se passer. « Dans quelques années, peut-être deux ou trois ans, 90 % des connaissances mondiales seront probablement générées par l'IA » prophétise dans ce cadre Jensen Huang. Bonne ou mauvaise nouvelle ?

Cette année, l'Europe va importer de Chine plus de voitures qu'elle n'en exportera

Face à la féroce concurrence chinoise devenue incontournable, l'Europe vit un tournant historique : pour la première fois, elle importera plus de voitures venues de Chine qu'elle n'en exportera dans l'empire du Milieu. Un symbole fort du recul industriel du Vieux Continent, alors que les secteurs clés vacillent et que Bruxelles cherche encore la riposte.

Et en effet, en Europe, les secteurs de la chimie, de la plasturgie ou encore de la métallurgie, et bien évidemment l'automobile dans son ensemble, n'ont probablement jamais été autant attaqués par des puissances étrangères, en particulier chinoise, qui ont pu se développer à leur guise sur le Vieux Continent. Allemagne où la féroce concurrence en provenance de l'empire du Milieu et les prix élevés de l'énergie, expliquent en grande partie le recul de la production industrielle du pays et les milliers de pertes d'emploi, jusqu'à être qualifiée de "décrochage structurel" par la première fédération industrielle d'Allemagne. L'Allemagne, très dépendante économiquement de la Chine, tiraillée entre devoir ménager la chèvre et le chou...

La stratégie coordonnée de l'empire du Milieu

Comme un symbole des difficultés rencontrées par l'Union européenne



face aux coups de boutoir de Pékin, pour la première fois, en 2025 les pays membres vont importer de Chine plus de voitures qu'ils n'en exporteront, selon l'organisme Clifa (Comité de Liaison des Industries Fournisseurs de l'Automobile, réunissant les six organisations représentant les fournisseurs

automobiles français). La Clifa qui rappelait par ailleurs cet été que "fort de son avantage compétitif, la Chine déploie une stratégie coordonnée d'expansion à l'étranger, soutenue par des subventions qui faussent la concurrence dans l'industrie des pièces automobiles."

Revenu ces dernières heures de sa visite officielle en Chine, le président français veut que l'Europe muscle enfin son jeu. Macron vient ainsi d'annoncer que si Pékin ne prenait pas rapidement des mesures afin de réduire le déséquilibre commercial qui continue de se creuser avec l'UE, l'Europe devra "prendre des mesures fortes", notamment en augmentant ses droits de douane "dans les tout prochains mois". Il a aussi rappelé dans les colonnes des Echos, les effets pervers pour l'Europe des surtaxes de la Maison Blanche. "Cela accroît nos problèmes en redirigeant les flux chinois massivement sur nos marchés. Aujourd'hui, nous sommes pris entre les deux et c'est une question de vie ou de mort pour l'industrie européenne", avant d'ajouter que "Les investissements chinois en Europe ne doivent pas être prédateurs, c'est-à-dire être faits à des fins d'hégémonie et de création de dépendances." De nouveau, des mots sur les maux...

Le nouveau Mercedes GLB est beaucoup plus spacieux que la CLA

Mercedes lève le voile sur son tout nouveau SUV électrique à sept places, basé sur la même architecture que la récente compacte CLA. Il est beaucoup plus spacieux que cette dernière mais aussi moins généreux en autonomie, la faute évidemment à son aérodynamisme très différent et sa masse supérieure. Le premier Mercedes Glb a été lancé en 2019 et restylé en 2023. Alors que sa cousine la Classe A va poursuivre sa carrière quelques années de plus, le SUV compact à sept places (mais aussi son petit frère GLA attendu très prochainement) passe déjà à une toute nouvelle mouture. Il reste seul chez les marques premium, les autres enseignes comme BMW ou Audi ne proposant aucun modèle compact capable d'accueillir sept occupants que ce soit en thermique ou en électrique. Car oui, ce nouveau GLB de seconde génération reprend la plateforme MMA inaugurée par la berline compacte CLA (puis sa déclinaison Shooting Brake), capable aussi bien d'embarquer des motorisations 100 % électriques que thermiques (à hybridation légère).

Les mêmes codes de style que la CLA

Ce nouveau GLB reste assez proche de la CLA dans sa philosophie stylistique, avec des optiques avant reliées par un bandeau au-dessus de la calandre plutôt que le gros « faux radiateur » plus « statutaire » arboré par le tout nouveau GLC électrique. Il mesure 4,73 mètres de



long alors que l'ancien EQB mesurait 4,68 mètres et le précédent GLB thermique, 4,63 mètres. Oui, il devient quasiment aussi long qu'un Tesla Model Y (4,79 mètres). Ca devient même difficile de parler de SUV compact avec un tel gabarit. Notons au passage que, même si les deux véhicules reposent sur une plateforme différente, ce nouveau GLB ressemble étrangement au Smart #5 sur sa partie arrière avec la même forme de la poupe et le même dessin des vitres en plus d'une signature lumineuse très proche. Simple coïncidence, ou partage d'éléments techniques entre les deux modèles, sachant que Geely et Mercedes collaborent déjà sur la marque Smart et sur les moteurs thermiques ? Il fait aussi la part belle aux écrans sur sa console centrale, avec un combiné d'instrumentation de 10,25 pouces à la gauche de deux écrans de 14 pouces séparés par une grosse délimitation. Sur ce plan, la planche de bord du nouveau

GLC est plus spectaculaire (mais ça se comprend car c'est le segment supérieur !). Côté coffre, le nouveau GLB offre 540 litres en configuration à cinq places et 470 litres avec la version à sept places. Quant au coffre avant, il ajoute 127 litres.

Jusqu'à 631 km d'autonomie en version électrique

Au lancement, le GLB laissera le choix entre deux versions 100 % électriques utilisant les mêmes



batteries de 85 kWh que la CLA haut de gamme, avec une version 250 + de 272 chevaux et une déclinaison 350 avec deux moteurs de 354 chevaux (et une transmission intégrale). Comptez entre 631 et 614 km d'autonomie maximale WLTP pour ces deux modèles, à comparer aux 792 km et aux 770 km de la CLA pareillement motorisée : eh oui, un SUV consomme toujours davantage qu'une berline ! Le GLB reprend aussi le circuit électrique à 800 volts de la CLA,

avec 260 km récupérés en 10 minutes de charge rapide (320 kW de puissance en crête) et 22 kW en courant alternatif à la maison. Le 0 à 100 km/h s'abat en 7,4 secondes pour le GLB 250 + et en 5,5 secondes pour le GLB 350. La vitesse maximale est de 210 km/h dans tous les cas. Il y aura aussi trois versions « hybrides » de ce nouveau GLB, qui seront en fait des hybrides légères reprenant les motorisations de la CLA. Leur puissance devrait aller de 136 à 190 chevaux (mais elle n'est pas officiellement communiquée pour l'instant).

Pas de prix pour l'instant

On ne connaît pas encore les prix officiels de ce nouveau Mercedes GLB, qui devrait dépasser les 50 000€ en prix de base sachant que la CLA démarre actuellement à 48 350€ en version « hybride » et à 48 050€ en version électrique. Ces prix seront connus ce jour du 8 décembre 2025



Mots fléchés

ÉTAT AMÉRICAIN LUKE OU ANAKIN		ÇA EN FAIT DES WATTS MAITRE JEDI		PASSE À STRASBOURG CERISE DES TROPIQUES		CHEVALIER JEDI NOIX AFRICAINE		ABOUTIE
SAINT DANS LA MANCHE MÈRE D'UN JEDI			SOLDAT DANS STAR WARS PLACÉ					
					PRÉNOM FÉMININ			
DÉTESTER NOTE					AIDE AU FREINAGE JOUA HERCULE POIROT			
		PIÉCETTE INSTRUMENT À VENT				SUR LA TILLE PREND UN REPAS		
1 100 À ROME EMPEREUR DU MAL			AGENT DE VOYAGES FÉLIN AMÉRICAIN				PRÉNOM FÉMININ	
SUPPRIMÉES	VAUT DE L'OR PRINCESSE DES ÉTOILES			NOURRICE DE DIONYSOS TRIÉ N'IMPORTE COMMENT				PILOTE DU FAUCON MILLENIUM
MUSE DE L'ÉLÉGIE SANS ENGRAIS						UNITÉ DE STOCKAGE ADVERBE		
			FIN DE SIESTE					
LIBERTAIRE					IL EST SORTI DE LA MATRICE			

PÉTROLE

Le Brent à plus de 62 dollars

Les cours du pétrole oscillent autour de l'équilibre mardi, le marché soupesant les nouvelles autour de plusieurs dossiers géostratégiques, après une baisse lundi dans le contexte d'inquiétudes sur la demande. Vers 10H40 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 0,21% à 62,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en janvier, gagnait 0,20% à 59,00 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 10 décembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

44 morts et 1420 blessés en une semaine

Quarante-quatre (44) personnes sont décédées et 1420 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus entre le 30 novembre et le 6 décembre, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Béni Abbès avec 14 personnes décédées sur place et 35 autres blessées, suite à 4 accidents de la circulation. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 587 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (81), Oran (33) et Blida (30). Concernant les accidents liés aux intoxications dues au monoxyde de carbone, 8 personnes sont mortes intoxiquées par ce gaz, émanant de chauffages et chauffe-eau, à Alger, Aïn Defla, Sétif, Tiaret et Batna, déplore la Protection civile.

MONNAIE

Le dollar en baisse face à l'euro

Le dollar américain faiblit mardi, au premier jour de la réunion de la Réserve fédérale (Fed), qui devrait abaisser ses taux, là où le dollar australien profitait des déclarations de la gouverneure de sa banque centrale après un statu quo monétaire. Vers 10H30 GMT, le billet vert fléchissait de 0,08% face à la monnaie unique européenne, à 1,1647 dollar pour un euro, et reculait de 0,12% par rapport à la livre sterling, à 1,3339 dollar. La Fed entame mardi sa réunion de deux jours à l'issue de laquelle son comité de politique monétaire divisé en interne, rendra son verdict. D'après l'outil de veille CME FedWatch, les investisseurs anticipent massivement une nouvelle baisse de ses taux directeurs, qui les ramènerait dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75%. Cependant, à la suite de la probable baisse de taux cette semaine, les marchés anticipent désormais deux ajustements à la baisse en 2026, contre trois la semaine dernière, selon des analystes. La devise australienne montait pour sa part de 0,27% face au billet vert, à 1,5055 dollar australien pour un américain. Mardi, la Banque centrale d'Australie (RBA) a sans surprise laissé son taux directeur inchangé à 3,60%.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs dossiers examinés

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à l'étude de plusieurs dossiers. Selon un communiqué des services du Premier ministre, au début de la séance, le gouvernement a poursuivi l'examen du projet de décret présidentiel portant système national de gouvernance des données, qui s'inscrit dans le cadre des efforts visant à établir une base juridique pour la gestion et la sécurisation des données publiques d'importance nationale. Par ailleurs, et conformément aux orientations du Président de la République formulées lors du Conseil des ministres du 30 novembre 2025, le gouvernement a étudié les propositions relatives à la révision des pensions et allocations de retraite, qui seront soumises au prochain Conseil des ministres pour décision. Dans le cadre de la mise en œuvre de la transformation numérique dans notre pays, conformément aux engagements du Président de la République, le gouvernement a écouté trois présentations portant respectivement sur :



le bilan des projets stratégiques réalisés dans ce domaine ; la réalisation et la mise en service du premier Centre national de données ; et la création de la base de données nationale visant à faciliter la prise de décision. Enfin, dans le cadre du suivi des grands projets structurants, le gouverne-

ment a entendu une présentation sur l'état d'avancement du projet de réalisation de la voie de raccordement reliant l'autoroute Est-Ouest au port de Djendjen, dans la wilaya de Jijel, au niveau de l'échangeur d'El Eulma, dans la wilaya de Sétif, sur une distance de 110 km.

SLOVAQUIE

Inauguration de l'ambassade d'Algérie à Bratislava

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a présidé mardi la cérémonie d'inauguration de l'ambassade d'Algérie à Bratislava, et ce à l'entame de la visite officielle qu'il effectue en République de Slovaquie, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère. Ont pris part à la cérémonie, M. Juraj Planar, ministre des Affaires étrangères et européennes de la

République de Slovaquie, M. Marek Estok, secrétaire d'Etat auprès du ministre slovaque des Affaires étrangères, les ambassadeurs des deux pays, des membres du corps diplomatique, en présence de représentants de la communauté algérienne établie en Slovaquie. A cette occasion, le ministre d'Etat a prononcé une allocution dans laquelle il a souligné "l'importance de l'échange de représentations diplomatiques entre l'Algérie et la Slovaquie, en vue de renforcer la dynamique croissante que connaissent les relations d'amitié, de coopéra-

tion et de partenariat existant entre les deux pays, en les hissant à de plus hauts niveaux", selon le communiqué. M. Attaf s'est félicité de "l'attachement des deux pays, au niveau international, à la consécration des valeurs de paix et de justice en œuvrant ensemble à la préservation des principes du droit international, du système multilatéral, de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, en rejetant toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures des Etats, et en défendant leur droit à l'autodétermination", ajoute la même source.

Au niveau bilatéral, le ministre d'Etat a réaffirmé "l'engagement de l'Algérie, à travers l'ouverture de son ambassade en Slovaquie, à consolider la coopération bilatérale entre les deux pays, à poursuivre les concertations politiques et à explorer de nouvelles perspectives de coopération dans les domaines économiques prometteurs et prioritaires, notamment l'agriculture, l'industrie et les nouvelles technologies, en renforçant les liens humains et culturels entre les deux peuples algérien et slovaque", conclut le communiqué.

FIAT EL DJAZAÏR

Signature d'un partenariat avec un producteur local de plaquettes de frein

La société Stellantis El Djazaïr a signé un accord avec le producteur Ikam Auto Industrie, spécialisée dans les systèmes de freinage, afin de fournir le réseau après-vente des véhicules de la marque Fiat, fabriqués localement, en plaquettes de frein, a-t-elle indiqué mardi dans un communiqué. Cet accord s'inscrit dans le cadre du plan

d'intégration des composants fabriqués localement, qui prévoit également la fourniture éventuelle de l'usine Fiat de Tatraoui (wilaya d'Oran), selon le communiqué. L'obtention, par les produits développés par Ikam Auto Industrie, de certifications de conformité aux normes internationales de sécurité et de qualité a permis la signature

de cet accord avec Stellantis El Djazaïr, qui ambitionne de développer en Algérie un écosystème industriel automobile "intégré et compétitif", permettant d'atteindre un taux d'intégration local supérieur à 30% dès 2026 et de viser l'exportation vers d'autres marchés du Moyen-Orient et d'Afrique, selon la même source.

IATA

Les compagnies aériennes révisent en hausse leurs bénéfices pour 2025

Les compagnies aériennes ont révisé en hausse leurs prévisions de bénéfices pour 2025 et pensent battre un nouveau record de passagers l'année prochaine, se félicitant mardi de leur "résilience" face aux "vents contraires" dont les conflits commerciaux. Selon l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui fédère quelque 360 transporteurs représentant 80% du trafic aérien mondial, les bénéfices nets cumulés des compagnies en 2025 devraient atteindre 39,5 milliards de dollars, contre 36 milliards prévus en

juin lors de l'assemblée générale de l'organisation à New Delhi. Cette nette amélioration a été en particulier attribuée par le directeur général de l'IATA, Willie Walsh, à une performance meilleure qu'attendu des activités de fret aérien, malgré les guerres commerciales tous azimuts déclenchées en avril par le président américain Donald Trump. "La résilience du fret aérien a été particulièrement impressionnante", a commenté M. Walsh, cité dans un communiqué de l'IATA, pour qui le commerce mondial "s'adapte au protectionnisme

américain". L'IATA prévoit 71,6 millions de tonnes de marchandises transportées par les airs l'année prochaine, soit une hausse de 2,4% sur un an. Le chiffre d'affaires total des compagnies aériennes devrait dépasser dès cette année 1.000 milliards de dollars, à 1.008 milliards, contre 979 jusqu'alors escomptés selon l'IATA, qui voit les ventes grimper à 1.053 milliards de dollars en 2026. Pour l'année prochaine, l'IATA envisage des bénéfices totaux de 41 milliards de dollars, un record en valeur absolue, mais "une stabilisation de

la rentabilité" des compagnies, sur fond de problèmes persistants de disponibilité des avions, a-t-on expliqué lors d'une conférence de presse à son siège de Genève (Suisse). Les compagnies devraient être aidées par un repli des cours du pétrole: le carburant ne représenterait plus que 25,7% de leurs dépenses d'exploitation l'année prochaine, contre 26,8% en 2025 et même 31,8% en 2023. La faiblesse de la monnaie américaine va en outre bénéficier aux transporteurs situés hors zone dollar, selon l'IATA.